

tribune

n° 693 du 13 au 20 mars 1976 3 F 50
Hebdomadaire du parti socialiste unifié

notre dossier :
autour du congrès du PCUS

socialiste



les travailleurs



à la barre

Sommaire

SOCIAL :

- Midi viticole, les armes et les larmes p. 4
 Rehault, un clou dans la chaussure p. 5
 Fonction publique, une colère paisible ... p. 6
 Peugeot, des ratées dans le moteur p. 6

DOSSIER :

- Socialisme impossible ou socialisme du possible p. 7
 Le XXV^e congrès du PCUS p. 8 et 9
 Le gêneur, l'appareil, et les technocrates p. 10

LOGEMENT :

- Le rapport Barre ou comment enjoliver l'addition p. 11

ETUDIANTS :

- La restructuration p. 12 et 13

ARMEE :

- Nouvelles luttes, nouvelle répression p. 14

INTERNATIONAL :

- Espagne : après la trêve p. 15
 Portugal : l'extrême gauche désarmée ... p. 15

CANTONALES :

- Des résultats encourageants p. 16

des sous des sous...

Nom :

Adresse :

Somme versée :
 à l'ordre du PSU « Soutien TS » CCP - Paris
 1402044

Tous ensemble nous ferons un nouveau journal !!!

● et abonnez-vous à TS...

Un nom :

une adresse :

et un chèque de 100 F

(pour 6 mois : 60 F - soutien 150 F).

TS 9, rue Borromée - 75015
 CCP PARIS 5.826.65



psu documentation

Vient de paraître :

- N° 100 - 101 Chili 1970-1973 Les femmes dans l'unité populaire 4,00
 N° 102 Comités de soldats, droit bourgeois et lutte de classes 2,00
 N° 103 / 105 Electronucléaire et développement capitaliste 6,00

Numéros disponibles :

- N° 98 - 99 Le syndicalisme à l'école 4,00
 N° 96 - 97 Le Syndicat de la magistrature 4,00

N° 94 - 95 Militier contre le militarisme, fascicule 2	4,00
N° 92 - 93 Une section du PSU à Paris	4,00
N° 86 - 87 - 88 Le chômage sous-produit du capitalisme	6,00
N° 56 - 57 Sionisme et libération	4,00
N° 52 - 53 - 54 Quand les patrons vont à l'école	3,00
N° 51 Le recrutement	1,00
N° 27 - 28 - La crise du système monétaire international	2,00
N° 26 Rosa Luxembourg	1,00
N° 24 - 25 La police dans la lutte des classes	2,00
N° 22 - 23 Sur le mouvement politique de masse	2,00

Abonnement 20 n° 30,00

A adresser à :
 Editions Syros, 9 rue Borromée, 75015 Paris C.C.P. 19706 28 Paris.



HEBDOMADAIRE
 DU PARTI
 SOCIALISTE UNIFIE

Direction politique : Alain TLEMGCEN

Ont collaboré à ce numéro :

J.P. Cagnat - MDesmoulin - V. Fay - M. Fiant - M. Guillien - H. Le Toquin - M. Mousel - M. Najman - A. Noël - E. November - G. Perrin - B. Ravenel - P. Régnier.

Rédaction : 566.45.64 - Administration : 566.45.37 - Publicité : REGIE-INFORMATION (770.40.18)
 Distribué par les N.M.P.P.
 Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Cadet Photocomposition - 75009 Paris

Secrétariat de rédaction : Monique GRIMA

Maquette : Chantal Lender

Secrétariat - Documentation : Marie Françoise CHAILLEUX

Dir. publ. : André BARJONET
 9 RUE BORROMEE 75015 PARIS

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F

La mort d'un militant

Le PSU apprenant la mort subite de Louis Alvergnat (le vendredi 5 mars), s'associe à la peine des militants de la Confédération syndicale des familles. La mort de Louis Alvergnat endeuille le monde ouvrier et affectera particulièrement les militants du PSU qui ont partagé le même combat à travers des organisations qui ont précédé le PSU à la création duquel il a participé.

Calendrier politique

● Armée

Claude Bourdet animera une série de meetings pour la levée des inculpations et la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat : le 16 mars à Tarbes ; le 17 mars à Pau ; le 18 mars à Bergerac ; le 19 mars à Tulle.

● Culture

« Le chômage, l'empire Edeline, la censure asphyxient actuellement la production cinématogra-

phique. Face à cette situation, la CFDT invite les travailleurs du cinéma, ouvriers, employés, techniciens, réalisateurs, étudiants et comédiens, à débattre des nouvelles formes de lutte éventuelle, le samedi 20 mars à 10 h, 26, rue de Montholon, Paris 9^e ».

● Minorités nationales

Une réunion de la Commission minorités nationales du PSU aura lieu les samedi 20 mars et dimanche 21 à Lorient. Pour tout renseignement : 3, rue d'Aubusson, 31000, Toulouse, tél. : 62.72.13.

● Meetings Psu

Le 13 mars à Brest, débat sur le nucléaire avec Michel Fiant.
 Le 23 mars à Saint-Nazaire avec Huguette Bouchardeau.

● Armée

Le 18 mars à Saint-Etienne, avec Bertrand Jullien.

● Cheminots

Les cheminots, militants et sympathisants du PSU, des gares de l'Est et du Nord viennent de créer une section d'entreprise. Ils se fixent pour tâche d'informer les travailleurs des options du PSU, de montrer la relation entre luttes politiques et luttes syndicales, d'aider au développement de la conscience de classe, de soutenir les revendications des travailleurs.

Pour prendre contact et participer à la vie de la section d'entreprise des cheminots et cheminots du 10^e : PSU : 9, rue Borromée 75015 - Paris.



Une crise politique

Montredon, un avertissement... Les cantonales, un avertissement... La grève des fonctionnaires, un avertissement... La répétition du terme dans les commentaires de presse évoque le vieux règlement de discipline des lycées et collèges : renvoi après trois avertissements. Defait, il faut bien parler aujourd'hui de l'« ex-majorité présidentielle ». Devons-nous, pour autant, attendre que le flot des voix de gauche s'écoule avec le même débit d'ici 1977 et 1978 ?

Le scrutin du 7 mars confirme ce qu'annonçaient les estimations des derniers mois sur l'évolution de l'opinion publique. Puisque voilà les sondages vérifiés, pour une fois au moins, il faut aussi en tirer tous les enseignements. Comprendre, en particulier, ce que signifie l'apparente contradiction entre les réponses sur les intentions de vote, et celles, moins enthousiastes, sur la capacité de la gauche à répondre mieux que le pouvoir aux difficultés de la période. On peut dire que les électeurs « anticipent » sur une victoire de la gauche — et depuis dimanche cette tendance peut s'accroître — mais qu'ils ne créditent pas la gauche d'un projet réellement alternatif à la politique du pouvoir.

Nous avons vu là les symptômes d'une crise politique. Eh bien ! nous y sommes. Selon l'expression consacrée, le « problème du pouvoir » est posé. Tellement posé, même, qu'il ne s'agit pas seulement de savoir quand et comment le pouvoir actuel pourrait céder la place, mais qu'est-ce que cela peut être, pour la gauche, que d'exercer le pouvoir et de s'y préparer.

La bourgeoisie n'a pas réussi, en bientôt deux ans, à retrouver son souffle ni surtout à résoudre ses contradictions. Elle se trouve maintenant confrontée à cette alternative : ou durcir l'affrontement de classe, comme elle a commencé à le faire et comme le lui commande son intérêt économique, mais avec un risque politique considérable dès lors qu'elle rencontrerait en face d'elle un front résolu et sans faille ; ou privilégier sa survie électorale au prix d'une politique de clientèle que le capital ne manquera pas de juger laxiste, qui prolongera l'inflation pour un résultat d'ailleurs incertain.

Dans les deux cas, l'issue dépend largement du comportement de la gauche. Si celle-ci se contente de faire mijoter le pot-au-feu électoral dans chacune de ses cuisines pour qu'il soit à température dans un an, dans deux ans, le risque est grand que la flamme s'éteigne d'ici là. Et qu'est-ce que cette flamme, sinon la mobilisation populaire sur des objectifs d'action qui traduisent à la fois la volonté de porter un coup d'arrêt à la politique actuelle, et les premières ruptures à opérer avec le capitalisme en cas de victoire ?

Les responsabilités du parti socialiste à cet égard sont considérables. Sa progression (en tout cas sur le plan national) ne s'est guère effectuée au détriment du PCF, et pas du tout du PSU. Il a arraché des voix à la droite. Que ce soit positif ou non dépend des conclusions qu'il en tire : s'aligner sur les positions supposées modérées de ces nouveaux électeurs et de ceux qui peuvent le renforcer ultérieurement, ou confirmer le « saut politique » qu'ils effectuent en les enracinant dans un combat de classe ; vouloir apparaître comme des gestionnaires acceptables de la société, ou défendre à partir de la position de force acquise une perspective politique radicalement nouvelle, qui dynamise le mouvement populaire.

Ces questions doivent être posées, dès maintenant. On a déjà vu la FGDS, en pleine expansion en 1967, s'effondrer devant Mai-68. Et une crise de la droite se retourner en crise de la gauche. Se tromper aujourd'hui de terrain et d'échéance, s'installer dans les rivalités électorales en laissant libre le champ des affrontements sociaux à nos adversaires, serait une lourde erreur, que nous paierions tous très cher ; et même si tout cela devait déboucher sur une majorité de gauche, à quelles ambiguïtés, à quelles compromissions, et à quelle défaite devrions-nous nous attendre ensuite !

Il ne suffit pas de se poser en gardien vigilant contre les tentations autonomistes ou centristes de la social-démocratie, tout en cherchant à la concurrencer sur ses propres bases comme le fait le PCF. Ce qui est maintenant à l'ordre du jour, c'est la question de l'unité pour l'action, et celle du programme politique qui la prolongera jusqu'à l'irruption au pouvoir des masses populaires. La classe ouvrière, les paysans du Midi ou de l'Ouest, les fonctionnaires, les étudiants nous le rappellent quotidiennement.

Cette question, nous n'allons pas nous contenter de la poser ; nous avons le devoir de compléter, de préciser et de faire connaître les réponses que nous cherchons à lui apporter au contact de chaque action de masse. De quels moyens disposons-nous pour le faire ? Les cantonales aussi nous le disent, en faisant apparaître que, dans des conditions difficiles, une fraction constante de l'électorat tient à manifester son accord avec nos positions et la rigueur politique qui a été la nôtre à l'automne 1974. Ces 4 % d'électeurs, qui nous soutiennent, plus qu'ils ne pensent nous offrir un siège dans un Conseil général, forment à n'en pas douter la partie la plus résolue du courant autogestionnaire. Ils montrent bien que ce courant constitue une force potentielle. A nous de le faire passer de la potentialité à la réalité. C'est l'un des enjeux des états généraux pour l'autogestion socialiste. Avec, en arrière-plan, un enjeu encore plus grave : celui de la victoire populaire.

Michel MOUSEL ■

les armes et les larmes



Les affrontements sanglants de Narbonne sont le révélateur tragique d'une crise profonde qui frappe les travailleurs du Languedoc et à laquelle le pouvoir giscardien ne sait répondre que par la répression et la violence.

○ Pour la grande masse des viticulteurs d'Occitanie, la situation est devenue catastrophique. Les prix à la production en 1975 (9 F le degré hecto) ont baissé de 10% par rapport à ceux de 1974 qui, eux-mêmes, étaient inférieurs de 17% à ceux de 1973 ; le pouvoir d'achat du viticulteur, à production égale, a diminué de 27% en deux ans. Les charges, elles, ont augmenté très vite. De 1958 à 1975, le prix des engrais a augmenté de 110%, celui du vin de 28%. En réalité, la viticulture passe sous le contrôle des gros négociants en vin, liés aux plus grands groupes financiers (Paribas notamment), qui utilisent à plein les mécanismes communautaires. Sur le litre de vin vendu 2,30 F aux consommateurs, le négoce accapare 42%, l'Etat 20% et le producteur simplement 34%.

Les viticulteurs ont répondu à cette situation en s'attaquant massivement au négoce (commando de Meximieux). Le gouvernement a jugé intolérable cette lutte qui désignait clairement l'adversaire des viticulteurs, démasquait de plus en plus les complicités entre l'Etat, l'Europe des trusts, le négoce, les gros agrariens, et permettait, au sein de structures unifiées (CRAV), une avancée politique du mouvement viticole sur une base nettement anticapitaliste.

La crise spécifique qui frappe aujourd'hui de plein fouet la viticulture apparaît dans un contexte de crise économique généralisée qui touche particulièrement le Languedoc-Roussillon. Il existait dans la région plus de 43 000 chô-

meurs en novembre 1975 selon les chiffres officiels (soit une augmentation de 41% par rapport à novembre 1974), ce qui représente plus de 15% de la population salariée de la région. Un viticulteur qui est obligé de quitter sa terre parce qu'il n'arrive pas à vendre son produit, ou parce que les prix à la production ne suffisent pas à maintenir son exploitation, est un travailleur licencié, victime du même système économique, du même pouvoir, que le travailleur de la ville.

Ce à quoi nous assistons aujourd'hui au niveau de la viticulture n'est qu'une des phases de liquidation de l'Occitanie. Cette liquidation d'une partie de la viticulture a été précédée par une entreprise de liquidation de la langue et de la culture occitanes, d'un certain nombre d'activités industrielles (par exemple le bassin minier de Decazeville) avec, pour corollaires, la désertification du monde rural, l'exode et l'émigration forcés, mais aussi un aménagement touristique aberrant conçu le plus souvent en fonction des seuls intérêts d'une minorité de privilégiés et faisant des rivages occitans « la cour de récréation de l'Europe » (Mansholt), une spéculation foncière pénalisant gravement ceux pour qui la terre est un outil de travail, sans compter l'installation de centrales nucléaires, de camps militaires...



Ce sont tous les travailleurs du Languedoc-Roussillon et leurs organisations qui sont mobilisés contre la politique giscardienne. Il est donc essentiel d'œuvrer à la réalisation de l'unité populaire la plus large afin de permettre aux organisations politiques et syndicales de faire échec à la répression.

En Italie, les viticulteurs du Mezzogiorno se heurtent aux mêmes problèmes. Le fait que leur vin arrive au port de Sète ne les empêche pas de vivre la même misère que ceux de Béziers. Ce n'est donc pas à d'autres viticulteurs que se heurtent les vigneron du Midi, mais aux grands trusts de la transformation et de la distribution.

En France, la dégradation générale de la situation des paysans risque d'entraîner des situations explosives : aujourd'hui les viticulteurs, demain peut-être les producteurs de lait. Ce sont des populations entières qui se sentent menacées et directement mises en cause

par la politique d'austérité du pouvoir. Dans l'ouest, et notamment en Bretagne, ce sont les paysans paupérisés travaillant douze heures par jour, 365 jours par an, qui traitent 60% de la production laitière française ; cette surexploitation de leur force de travail permet aux firmes agro-alimentaires d'obtenir en France le lait le moins cher d'Europe.

Il est fondamental aujourd'hui que l'ensemble des forces politiques et syndicales soient capables de s'unir pour faire échec à la politique capitaliste qui, au nom du profit, sacrifie délibérément l'emploi ouvrier et paysan dans des régions entières (Corse, Occitanie, Bretagne, régions de montagne, etc.).

Déjà la CFDT dans un communiqué confédéral répondait, le 5 mars, dans ce sens et précisait sa solidarité. « L'absence d'arrestations arbitraires aurait permis d'éviter les mouvements de colère. La CFDT dénonce l'action policière de Montredon et l'envoi dans la région de nouvelles unités armées de répression. » Pour la CFDT, les organisations agricoles officielles, notamment la FNSEA, portent de lourdes responsabilités en soutenant la politique du gouvernement. Il faut « de véritables transformations dans l'agriculture, avec notamment un système de prix différenciés assurant la rémunération du travail des paysans et ouvriers, un véritable Office du vin où les producteurs seraient majoritaires et capables d'assurer la commercialisation en dehors du contrôle des négociants, un développement régional équilibré permettant d'assurer les emplois nécessaires. »

De même, l'association nationale des Paysans-travailleurs s'élève contre la répression qui s'abat sur les viticulteurs et rappelle : « Cette répression se fait particulièrement dure du fait que les viticulteurs visent les responsables directs de la crise : les négociants qui importent du vin à bas prix d'Italie sous l'œil complice du gouvernement. Ce vin n'est pas de qualité supérieure à celui du Midi viticole. L'objectif est de liquider les petits et moyens paysans. Nous ne saurions oublier que, dans les Vosges, le pouvoir a tenté d'étouffer l'assassinat de Michel Boyer par la police. Là aussi, la situation des petits paysans et, en particulier des producteurs de lait, devient de plus en plus intenable, et ce n'est pas avec quelques primes que l'on calmera leur colère. » A Fougères, les Paysans-travailleurs d'Ille-et-Vilaine viennent de décider de tenir un marché sauvage chaque samedi, et de vendre leurs produits au prix coûtant afin d'aider leurs camarades de Rehault à maintenir leur emploi.

Le PSU entend contribuer à l'unification des luttes en Occitanie à partir des revendications élaborées par les viticulteurs eux-mêmes.

Il demande aux partis de la classe ouvrière de s'y associer. Un colloque régional, et des manifestations unitaires (préparées par les ouvriers et les paysans) auront lieu, pendant trois jours, du 9 au 11 avril. Le PSU appelle tous ses militants à participer à ce programme d'actions communes.

Rehault : un clou dans la chaussure

Les usines s'y passent de père en fils. De la main à la main en quelque sorte. Longtemps, la bourgeoisie a été reine et les grandes maisons menaient bon train. Aujourd'hui, Fougères a le triste privilège d'être le microcosme de la crise de l'emploi : 9 000 travailleurs, 2 500 chômeurs. C'est beaucoup, c'est trop.

En 1969, Rehault employait 1 130 salariés et produisait 1 200 000 paires de chaussures par an. En décembre 1974, la direction prétend que, pour maintenir l'équilibre de l'exploitation (700 000 paires invendues), il faut licencier. Ce chantage, les travailleurs de Rehault le refusent en assemblée générale, ainsi que toute négociation comportant une réduction de personnel.

Pendant le premier trimestre de 1975, la mobilisation dans l'entreprise est intense. A l'inauguration de la foire-exposition, en mars, les travailleurs interpellent Cointat, maire UDR de Fougères, sur le problème de l'emploi et l'accusent de vouloir liquider le potentiel ouvrier de la ville pour en faire une cité résidentielle de la bourgeoisie locale. Tout, en effet, a été fait dans ce sens : suppression de la voie de chemin de fer Rennes-Fougères nécessaire au maintien du développement économique de la région, dépenses envisagées par la municipalité pour la réfection du château, aménagement d'une zone piétonnière à la place de la gare, développement du centre hippique, création d'un auditorium, d'une deuxième piscine.

La cohésion de la lutte unitaire dans les années passées, la forte proportion de syndiqués (80 %) ont fait de Rehault la « tête de turc » du patronat. En liquidant l'entreprise la plus capable, par ses luttes passées, d'établir un front de lutte contre le chômage, le patronat local espérait ne pas avoir à mener de luttes importantes dans les autres boîtes.

Pourtant la liste est longue des entreprises où l'emploi se détériore. La SAGEM, créée en 1968, devait apporter 1 500 emplois : il n'y en a jamais eu plus de 750 et, aujourd'hui, on parle de compression. Jet de Bretagne (100 salariés) a déposé son bilan ; idem pour la cristallerie de Fougères : 140 emplois, pour Mauvoir : 170 salariés, pour Morel et Gaté : 280 emplois.

Fermer Rehault, c'est supprimer, en plus, un bastion de résistance, faire sauter le clou dans la chaussure fougèraise, pensent les élus et notables locaux. S'ils cèdent, les autres suivront. Et la bonne ville de Fougères retrouvera son charme discret...

A Rehault, la réponse est non. Non au jugement abusif du tribunal de commerce qui a accepté

la solution qu'on leur propose, faire leur valise, aucun reclassement n'est possible, le chômage dévorant la région. Plus de chaussures, plus rien ! Ils ont choisi de lutter, cherchent les moyens d'action et d'organisation qui leur permettront de mettre en échec la

en charge l'ensemble des problèmes : animation culturelle ouverte, information auprès de la population, vente directe en liaison avec les Paysans-travailleurs.

La volonté des Rehault est de créer un front syndical d'unité et de lutte, de sensibilisation de l'en-



un dépôt de bilan que les travailleurs estiment abusif. Non à la lettre envoyée aux fournisseurs, leur conseillant de se faire régler comptant. Non à ceux qui veulent les chasser de leur ville en supprimant leurs moyens de vivre.

Ils ne sont pas dupes : avec la

volonté de ceux qui veulent les priver de leur travail. Ils s'organisent pour le maintien de leur emploi et contre la fermeture de nouvelles entreprises, mais aussi pour la création de nouveaux emplois. Onze groupes sont actuellement en place qui prennent

semble des travailleurs. Une volonté d'action qui ne se veut pas seulement limitée au pays fougèrais, mais entend faire déborder la lutte du cadre régional, comme ce fût le cas du Joint-français. Déjà deux réunions ont eu lieu où des décisions ont été prises : débrayage de l'ensemble des boîtes, le mardi 9 mars à 16 h ; journée « ville morte » le 19 mars. Les femmes prennent une part active à la lutte ; elles représentent 65 % des salariés et la moitié des délégués du personnel.

La bataille est bien engagée, son issue nous concerne tous. Elle doit aller en s'élargissant et en s'unifiant.

Pierrot REGNIER ■

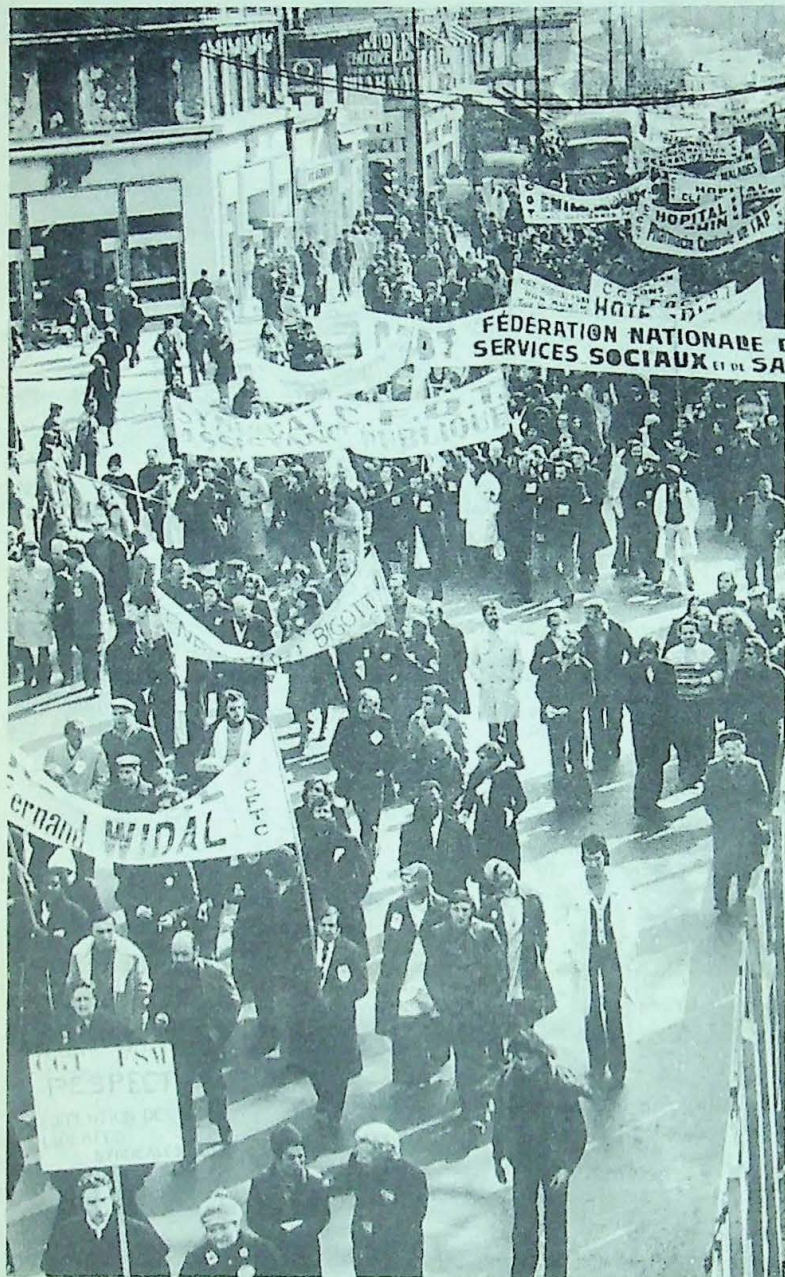
Les unes après les autres, les entreprises fougèraises licencient, déposent leur bilan, ferment. Elles ont appliqué à la lettre les impératifs de développement industriel prônés par les Plans successifs, mais de façon simpliste et quasiment mécaniste. Elles se sont lancées en effet dans une politique d'exportation à outrance, mais sans se soucier si celle-ci était concurrentielle ou non, ont importé des pièces produites à l'étranger ou inversement y ont construit de nouvelles unités, sans se préoccuper pour autant de savoir comment elles allaient vendre leur production. C'est ainsi que Noël de Vitré et Barbier de Fougères construisent au Maroc et en Italie, que Rehault importe des pièces de Chine et d'Afrique du Sud, que Martin et Bertin font de même pour l'Italie, que Mauvoir travaille sur des talons venus de Yougoslavie.

Or, le marché intérieur diminue, et, dans le même temps, l'exportation recule de façon importante : les entreprises italiennes et espagnoles plus compétitives exportent d'une manière intensive et organisent des circuits commerciaux qui débordent le marché français de la chaussure. Et pendant ce temps que fait Rehault ? Rehault vend ses magasins à Clark, une entreprise anglaise...

Pierrot Régnier, membre du Bureau national et responsable de la Commission nationale entreprise du PSU, a été sur place à Fougères discuter avec les travailleurs. Il a eu une longue conversation avec des militants CGT et CFDT, en particulier avec le camarade Eugène Simon de la CFDT.

fonction publique

UNE COLERE PAISIBLE



Il fallait s'y attendre ; les fonctionnaires se sont mis en grève le 9 mars. Après sept réunions, le gouvernement propose un minimum garanti de 1 692,25 F par mois, le « maintien du pouvoir d'achat » (1,30 % au 1^{er} janvier, déduction faite de l'avance de 0,20 % ; 1 % au 1^{er} avril ; 0,75 % au 1^{er} juillet ; 0,75 % au 1^{er} octobre) et une progression du pouvoir d'achat « favorable » aux bas salaires de deux points uniformes au 1^{er} juillet 1976.

Même les plus farouches partisans des contrats salariaux sont partis en claquant la porte : FO, la FEN, la CFTC et les Autonomes appelaient à la grève pour le 9 mars. CGT et CFDT avaient depuis longtemps lancé une semaine d'action du 8 au 12 mars avec un temps fort le 10 (grève). Elles se sont retrouvées le 9 mars pour manifester à Paris de la Bastille au Palais-Royal.

La grève, semble-t-il, a été suivie par (60 % à 70 % de grévistes). Le plus dur reste à faire pour que l'Etat-patron cède. Là-dessus, CGT et CFDT sont d'accord : pas de discussion possible avec le gouvernement si celui-ci ne garantit pas 2 000 F minimum de salaire et 300 F d'augmentation tout de suite pour tous. Du côté de FO et de la FEN, on ne sait pas comment cela va tourner ; c'est si tentant de signer des contrats mais les troupes ne sont pas toujours d'accord (aux Finances, notamment, pour FO).

Reste enfin le problème, fondamental celui-là, de l'unification des mots d'ordre dans la fonction publique, et de la tenue, de la menée, des luttes. Dans certains services des Finances, les agents entendent se battre pour la réduction des cadences et réalisent eux-mêmes des choix en refusant le travail au rabais (sans ou sur qualification), en privilégiant la notion de service public, c'est-à-dire le service rendu à l'utilisateur.

Cela va dans le sens d'un renforcement des effectifs dans la fonction publique et rejoint le combat mené par la classe ouvrière tout entière contre le chômage.

Hervé LE TOQUIN ■

Peugeot

des ratés dans le moteur

L'usine Peugeot de Baulieu-Mandeure (5 500 salariés) fabrique des pièces détachées pour l'industrie automobile (Peugeot, Citroën, etc.) et des cycles.

Depuis plusieurs mois, le mécontentement est allé grandissant dans l'entreprise : chômage partiel en 1975 allant parfois jusqu'à 14 jours chômés ; suppression de près de 700 emplois en un an alors que la production est restée sensiblement la même ; salaires qui suivent avec retard l'indice INSEE.

L'application de la nouvelle grille de classifications, avec son cortège de déclassements et d'injustices, a provoqué une nouvelle montée de colère. En même temps, la reprise de l'activité de l'usine a fait disparaître la peur du chômage.

Il y a trois semaines, des mouvements ont débuté chez les dépanneurs, puis des arrêts de travail limités ont eu lieu sur les chaînes (1), les secteurs où les jeunes sont nombreux ont été particulièrement actifs. Les ouvriers du magasin de livraison (stockage des cycles) ont suivi le jeudi 4 mars, puis d'autres ateliers. Le vendredi 5, les travailleurs de la plupart des ateliers décidaient de se joindre eux aussi à la grève et, à 9 heures, la décision était prise d'occuper toute l'usine. Des piquets de grève se sont alors installés aux différentes portes et l'usine est complètement paralysée.

Les travailleurs ont affaire à forte partie. Peugeot est un patron de choc qui n'a pas hésité, après 1968, à recruter des mercenaires pour casser les grèves ou pour organiser le flicage systématique des militants. Il faut donc se préparer à toutes les éventualités car l'arrêt total de la production pourrait avoir rapidement des répercussions à Sochaux puisque l'usine de Beaulieu fabrique des pots d'échappement et des tubes de poussée pour les ponts de 504 et 604. Dès vendredi, des représentants de la direction et des chefs de service ont noté les noms des membres des piquets de grève et fait constater la situation par un huissier.

Pour faire plier Peugeot, deux conditions paraissent indispensables aux camarades du PSU qui travaillent dans l'entreprise. D'une part, la prise en charge de la lutte dans l'usine par le maximum de travailleurs : des appels dans ce sens ont été lancés par les délégués. D'autre part, la solidarité de la classe ouvrière de la région, et en particulier de celle de Sochaux. A Sochaux aussi, le mécontentement est latent mais il a du mal à s'exprimer à cause de la pesanteur du dispositif d'oppression et de répression mis en place par Peugeot. La meilleure forme de solidarité, ce serait donc que les travailleurs de Sochaux entrent eux aussi en lutte pour leurs revendications.

(1) Les principales revendications : 300 F d'augmentation pour tous — 2 000 F par mois minimum — amélioration des conditions de travail — rediscussion de l'« accord » sur les classifications.

le Parly II des grévistes

Parly II, centre commercial de rencontre de la bonne société, dans la région parisienne, se sent un peu paumé ces temps-ci. Des caddies traînent partout autour du Prisunic pour empêcher les portes de s'ouvrir. Vendeuses, caissières, filles du dépôt et des bureaux sont toutes là, assises un peu n'importe comment ; certaines tricotent, discutent, regardent les passants. Les gens regardent eux aussi, certains jettent de loin un œil sur les affiches. Un tout petit nombre fait semblant de ne rien voir, de n'être pas concerné. La grande majorité d'entre eux s'approche, discute, met une pièce ou un gros billet dans l'urne de soutien pour celles qui sont toutes seules ou ont leur mari au chômage, félicite. Quelques commerçants soutiennent les grévistes.

TEP théâtre national
direction Guy Rolin

Jusqu'au 28 mars

Don Juan revient de guerre
d'Odon Von HORVATH
mise en scène Marcel BLUWAL

du 24 février au 4 avril
AU PETIT TEP

une belle journée
de P. BYLAND et P. GAULIER

17 rue Malte-Brun PARIS 20^e
M^o Gambetta - Tél. 636.79.09

SOCIALISME IMPOSSIBLE ET SOCIALISME DU POSSIBLE

Le mouvement communiste international débat de la nature du socialisme à construire. Que cette question apparaisse n'est pas le fruit du hasard : deux phénomènes, liés entre eux, y poussent : l'un dans la logique de la « destalinisation » et des révoltes ouvrières de Berlin (1953), Budapest (1956), Prague (1968), Gdansk (1970), continue à saper les bases du système stalinien ; l'autre — à la suite de mai 1968, de l'automne italien de 1969, du mouvement des commissions de base au Portugal, de la montée ouvrière en Espagne — remet d'actualité le socialisme des conseils de travailleurs.

Socialisme impossible et socialisme du possible se nourrissent l'un et l'autre.

Plus les luttes antibureaucratiques dans l'est-européen se développeront, plus la lutte pour le socialisme autogestionnaire se fortifiera. Plus les témoignages des oppositions socialistes et démocratiques dans les pays dits socialistes seront connus, plus le mouvement ouvrier de l'ouest-européen sera obligé de se définir. Plus nos combats s'approfondiront, et plus les travailleurs soviétiques, tchécoslovaques, polonais, hongrois, etc, seront renforcés dans leur détermination.

Un seul et même combat se déroule donc, malgré des situations et des ennemis très différents, qui met à l'ordre du jour, au moment où l'on parle beaucoup d'Europe, celle du socialisme démocratique, c'est-à-dire autogestionnaire.

Le marxisme-léninisme en question

Il y a quinze jours, Leo Goldberg estimait ici même — dans la conclusion de son article sur Lénine à Zurich de Soljénitsyne, ce portrait-charge qui n'est sans doute pas la meilleure contribution de l'écrivain à la recherche de la vérité sur l'Union soviétique et son histoire — que « la critique marxiste du léninisme et de la révolution d'Octobre était désormais à l'ordre du jour ». C'est à cette critique-là que Pierre Daix, ancien député à Mauthausen, ancien rédacteur en chef des Lettres nouvelles, militant du PCF de 1939 jusqu'en 1974, apporte aujourd'hui une nouvelle contribution avec son dernier ouvrage, *Le socialisme du silence* (1).

Après *La cuisinière et le mangeur d'hommes* d'André Glucksmann, mais sans le populisme et l'idéologie de la table rase qui caractérisait ce dernier, *Le socialisme du silence* de Pierre Daix fait partie de cette littérature d'écrivains marxistes qu'il faut s'attendre à voir proliférer par les temps qui courent : contrecoup légitime de la publication de *l'Archipel du Goulag*, dont le troisième et dernier volume vient de sortir des presses ces jours-ci, sur le marxisme lui-même.

La coopération Hitler-Staline

Pierre Daix part du scandale de la coopération hitléro-stalinienne de 1939 à 1941. Une coopération qui fut à la troisième Internationale ce que la Première Guerre mondiale fut à la Seconde : le signe d'une faillite, entraînant la ruine d'une morale. Mais Daix ne s'en tient pas au diagnostic et tente de restituer la logique d'une

politique « **lendemain ourdie, mise au point, développée des années durant envers et contre tout** ». Du reste, des clauses secrètes du traité de Rapallo (avril 1922) où le jeune régime soviétique s'engage à aider au réarmement de l'Allemagne, au pacte germano-soviétique d'août 1939 et au partage de la Pologne, une certaine continuité diplomatique s'affirme, au-delà des tournants apparents.

Si la première terreur soviétique, jusqu'en 1934, s'explique à partir de facteurs internes (guerre civile, puis collectivisation forcée), la seconde terreur, dirigée contre le parti et les stalinien eux-mêmes, n'échappe à l'absurdité et ne trouve une explication rationnelle qu'en fonction de la nécessité d'éliminer impitoyablement tous ceux qui auraient des raisons idéologiques de préférer l'alliance avec les démocraties à l'alliance possible avec Hitler. L'analyse minutieuse de Daix,

celle des grands procès en particulier, est à cet égard convaincante, et balaie tous les mythes persistants, que les stalinien ne furent pas seuls à colporter, sur la « politique de paix » de Staline.

Lénine et la terreur

Cette terreur, Pierre Daix en décrit l'histoire, en ses différentes étapes. La responsabilité de Lénine est ici en cause, elle est même irrécusable : les lettres de Lénine à Kouriski de mai 1922, bien après la fin de la guerre civile, en portent témoignage.

Le Lénine de Pierre Daix n'en ressemble pas pour autant à celui de Soljénitsyne. Après le « coup d'Etat réussi » d'Octobre, Lénine improvise. Pierre Daix le voit mené par les événements, agi par les réalités sociales, contesté dans son propre parti, sans prise sur l'administration. « **Lénine triomphe dans les discussions, non dans les décisions, et l'appareil du parti n'en fait qu'à sa tête.** »

Mais, dans « **l'incapacité du régime à prendre en compte les intérêts des masses paysannes, à tolérer leur expression autonome** », dans l'échec de la révolution à libérer le travail ouvrier (livret de travail, taylorisation, militarisation), Lénine porte aussi sa part de responsabilité. Son œuvre lui échappe, et d'expédient en

expédient, la pratique s'éloigne peu à peu du projet. Staline n'aura plus qu'à transformer l'expédient léniniste (le parti unique, l'interdiction des fractions) en loi imprescriptible du « marxisme-léninisme », et le tour sera joué. La terreur, dès lors, pourra s'ériger en système.

Vraie et fausse destalinisation

Pierre Daix retrouve alors sa verve pour dénoncer, en des pages qui sont les meilleures et les plus percutantes de son livre, les innombrables stations qui ornent le chemin de croix d'une destalinisation-bidon. Une destalinisation qui, toujours, s'est présentée comme une entreprise de préservation : « **préservation du régime chez Khrouchchev** » qui fait du kirovisme avec vingt ans de retard, « **des privilèges idéologiques du mouvement chez Althusser** » qui verrouille le marxisme à l'intérieur du léninisme, « **préservation de l'existence du socialisme en URSS chez E. I. Einstein** » qui réussit le tour de force de concilier Goulag et socialisme, « **espérance en une régénération du parti chez Medvedev** » incapable de rompre toute solidarité avec le PCUS. Soit autant de tentatives qui achoppent sur l'analyse du léninisme et de ce qui, en lui, retarde sur un marxisme vivant. (suite p 10) →

Le XXV^e congrès du PCUS s'est tenu à Moscou du 24 février au 5 mars 1976. Sa clôture a coïncidé avec l'anniversaire de la mort de Staline, survenue le 5 mars 1953, et avec le vingtième anniversaire du discours « secret » de Khrouchtchev, prononcé au XX^e congrès du parti et inaugurant la « destalinisation » du régime. Il n'en a plus été question ces jours derniers au Palais des Congrès du Kremlin. Ce fut un congrès de stabilisation du régime et de consolidation du parti. Il serait abusif cependant de parler de la « restalinisation », car le régime a évolué et il paraît peu probable que, sauf danger immédiat, on revienne à la terreur de masse pratiquée par l'ancien dictateur.

« La vigilance » est de nouveau à l'ordre du jour : idéologique, politique, surtout policière. Plus se développent les relations économiques et technologiques avec l'Occident, plus se renforce la lutte contre l'influence « dissolvante » des idées démocratiques et libérales, plus devient sévère la répression contre les dissidents.

une ignorance superbe

Le congrès a superbement ignoré la grève de la faim de 80 prisonniers politiques, protestant

Cette démocratie soviétique s'incarne dans un homme, un chef, porté au sommet de la hiérarchie. Cette personnification du pouvoir paraît inséparable de la structure du régime. Tant qu'elle était représentée par Lénine, respectueux des statuts, elle pouvait faire illusion. Dès l'avènement de Staline au pouvoir, la violation de la légalité est devenue la règle. Khrouchtchev a bien voulu libéraliser le régime et mettre fin au « culte de la personnalité ». Il n'y est pas parvenu.

Brejnev, porte-parole de l'appareil, voit renaître en sa faveur le

crétaire de l'Ukraine), Honecker (leader est-allemand), Husak (le « normalisateur » tchécoslovaque), Jivkov (numéro un bulgare), sans parler de Fidel Castro, définitivement « aligné » ou de Cunal, prêt à sacrifier son parti portugais sur l'autel de la patrie soviétique. Pour ces orthodoxes, le critère de l'internationalisme prolétarien est le soutien inconditionnel de l'URSS ; chaque critique, même de détail, pouvant servir les ennemis du socialisme. Sans être nommément désignés, les PC italien, espagnol et français, sans parler des hollandais et des anglais, ont été accusés d'opportunisme et de tendances social-démocrates. Nulle menace n'a accompagné ces reproches, nulle excommunication n'a été lancée.

Tout le monde a senti cependant qu'un clivage profond se faisait jour entre la plupart des communistes d'Europe occidentale, soutenus discrètement par



Plissonnier (à droite) recevant Kizilenko, représentant le PCUS, lors du XXII^e congrès du PCF : l'accent sur les désaccords.

contre leurs condamnations et leur traitement dans les camps. Il a protesté sans complexe contre la répression dans d'autres pays. Pour ces 5 000 délégués, la démocratie soviétique n'a nul besoin d'être perfectionnée. Il suffit de poursuivre l'œuvre entreprise et, après avoir réalisé le socialisme, l'URSS parviendra, à une date encore indéterminée, au communisme intégral. Vouloir rétablir une démocratie à l'occidentale, la pluralité politique, la liberté d'expression, mènerait, selon eux, le pays en arrière, vers le rétablissement du capitalisme.

Les délégués ont été dans l'ensemble plus conformistes, plus contents d'eux-mêmes que leurs dirigeants. C'est ainsi que le projet de la nouvelle Constitution n'a trouvé nul écho parmi eux, malgré l'insistance de Brejnev. Celle qui existe, établie en 1936 par Staline et déclarée « la plus démocratique du monde », leur donne entière satisfaction.

« culte ». Tous les orateurs ont célébré ses éminentes qualités d'homme et de chef ; un cérémonial rigide les a obligés à rendre hommage au premier d'entre eux, à celui qui les représente, au dépositaire de leur pouvoir.

Homme d'Etat et chef de parti, Brejnev était tenu à une certaine discrétion de langage en traitant des rapports avec les puissances étrangères et en admonestant les partis communistes occidentaux. Ses lieutenants étaient plus libres pour célébrer la grandeur de l'URSS et rappeler à l'ordre, comme l'a fait Macherov, premier secrétaire du P.C. de Biélorussie et membre adjoint du Politburo, ceux qui « **déblitent le marxisme-léninisme en tranches nationales** ».

D'autres critiques, à peine moins sévères, ont été adressées aux communistes occidentaux par plusieurs orateurs, entre autres Schtcherbitski (premier se-

les Yougoslaves et les Roumains, et ceux au pouvoir en Europe orientale suivis seulement par les inconditionnels allemands et portugais.

Ce qui était nouveau, c'est l'attitude des accusés. Non seulement ils n'ont pas cédé aux critiques, mais ont osé, chacun à sa manière, réfuter les arguments qui leur étaient opposés. En souplesse, à l'italienne, sans consentir la moindre concession quant au fond, pour Berlinguer ; avec naturel, sans même mentionner les divergences, pour Mc Lennan, leader du PC britannique ; en mettant l'accent sur les désaccords, aussi bien à la tribune du congrès que lors d'une conférence de presse, pour Plissonnier, adjoint de Marchais au secrétariat du PCF ; avec agressivité enfin pour Santiago Carillo, secrétaire général du PC espagnol, qui, absent de Moscou, a parlé à Rome de « l'état primitif » du socialisme soviétique.

au XXV^e congrès triomphe l'immobilité de l'autos

par Vic

Les représentants yougoslave et roumain ont été plus réservés. Leurs situations économique et militaire leur imposent une prudence accrue, parce qu'ils ont besoin des échanges avec l'URSS, parce qu'ils sont exposés aux pressions soviétiques. D'où le ton plus conciliant de Ceausescu et de Dolanz, qui, tout en maintenant leur originalité nationale, ont évité de polémiquer avec les tenants de l'orthodoxie.

Cette orthodoxie est jugée immuable, sa portée universelle. Elle a permis à l'URSS de devenir une superpuissance égale des Etats-Unis ; d'enregistrer des succès spectaculaires sur l'arène mondiale, d'affirmer sa présence bien au-delà de sa zone d'influence traditionnelle.

Brejnev l'a proclamé avec assurance en mettant l'accent sur la victoire des Vietnamiens et des Angolais qu'il a attribuée essentiellement à l'aide soviétique. Si cette aide était en effet décisive en Angola, grâce à la non-intervention des Etats-Unis, elle a joué un moindre rôle au Vietnam, où la défaite des Américains aurait pu être différée mais non empêchée par l'abstention soviétique. Il a mis les Chinois en demeure de modifier leur attitude s'ils veulent « normaliser » leurs relations avec l'URSS, ce qui semble peu probable dans l'immédiat. Plus certain paraît le succès emporté par les accords de Helsinki, entérinant le statu quo territorial en Europe, sans que l'URSS consente, en contrepartie, à la libre circulation des hommes et des idées.

L'URSS, qui reste attachée à la politique de détente et de coopération internationale, propose maintenant de consolider ces accords, par la conclusion d'un traité de non-recours à la force. Ce projet rappelle un peu celui de Briand à la SDN, qui a sombré dans l'indifférence et l'oubli. Il a pour

ès du PCUS,

he de isme et atisfaction

or **FAY**

but d'alléger le poids des charges militaires écrasantes, en amenant les Etats-Unis à un compromis sur la limitation des armements atomiques et sur le maintien de l'actuel rapport des forces favorable aux Soviétiques. La puissance militaire de l'URSS a augmenté ; elle contraste avec le recul de son influence idéologique, avec ses difficultés économiques et son retard technologique, qu'elle cherche à compenser par les fournitures occidentales.

des intérêts complémentaires

Il serait erroné de croire que l'URSS soit prête à faire n'importe quelle concession pour obtenir ces fournitures. Toute tentative d'ingérence dans ses affaires intérieures sera repoussée avec énergie. Si l'URSS a besoin de l'aide occidentale, les Occidentaux ont besoin de ses commandes. Leurs intérêts sont complémentaires. Ni l'une ni les autres ne peuvent imposer leur volonté. Le désenchantement est d'ailleurs réciproque. Les Soviétiques croyaient surmonter leur sous-développement technologique



Berlinguer : une opposition en souplesse, mais sans la moindre concession.

en peu d'années, grâce à l'apport occidental. Les capitalistes des pays industriels croyaient voir s'ouvrir un immense marché soviétique, leur permettant de sortir de la crise.

Ils se sont tous trompés et ont dû ramener à leurs véritables proportions les échanges Est-Ouest. Les achats soviétiques peuvent, dans une certaine mesure, atténuer la crise du monde capitaliste ; les ventes occidentales, surtout des céréales et des installations industrielles de pointe, peuvent faciliter le maintien de la progression économique et du niveau de vie en URSS. D'où la prudence de Brejnev et de Kossyguine qui ont mis l'accent davantage sur la productivité du travail et sur la qualité des produits que sur l'accroissement de la production.

La priorité est toujours accordée aux moyens de production sur les articles de large

fautes de fonctionnement. Il ne semble pas que sa position soit pour autant ébranlée. Tout autre est la situation de Polianski, membre du Politburo depuis 1960. Il n'a pas été réélu et risque de perdre son poste de ministre de l'Agriculture.

Il est le seul à être éliminé, tous les autres dirigeants restent à leurs postes, y compris Pelché, nonobstant ses 78 ans. Deux anciens suppléants deviennent membres titulaires du Politburo : Oustinov, spécialiste de l'armement et des affaires spatiales ; Romanov, premier secrétaire du parti à Léningrad. Deux nouveaux membres entrent au secrétariat, tous les deux proches collaborateurs de Brejnev : Zimianine, directeur de la *Pravda*, et Tchernienko, chargé des affaires générales du Comité central.

Brejnev, réélu secrétaire général, sort renforcé du congrès, la position des autres paraît affai-

des permanents du parti (1.114), du Komsomol, des syndicats et des Soviets (693), quand on y ajoute les dirigeants économiques (659), les savants, les enseignants (545) et les militaires (314), ainsi que les députés au Soviet suprême (1 608), on s'aperçoit que ces différentes catégories de notables, en majorité d'origine ouvrière et paysanne, sont représentées par 4 933 délégués ; autrement dit que les « sang-grade » et sans fonction représentative n'étaient que soixante-cinq !

Ils étaient là pour approuver, applaudir, faire connaître tout au plus les préoccupations des membres de l'appareil à différents niveaux de la hiérarchie sociale. Le Palais des Congrès est aménagé en salle de spectacle et non de délibération, avec sa vaste scène, sa galerie des invités, son parterre des délégués, ses rangs serrés de fauteuils, où rien n'a été prévu pour prendre des notes ou intervenir de sa place. Les délégués étaient là en simples audi-



Brejnev et Cunhal : Brejnev et Souslov ont reçu aussi bien Cunhal que Berlinguer et les deux rencontres ont été présentées de la même manière dans la *Pravda* à deux jours de distance.

consommation. Ceux-ci subissent les incidences de la mauvaise récolte des céréales, en ce qui concerne le pain, la viande, les produits laitiers... Les investissements massifs dans l'agriculture n'auront pas d'effet à court terme et la structure de celle-ci constitue un obstacle, jusqu'ici insurmontable, à l'augmentation du rendement et à l'économie de la main-d'œuvre.

Les critiques n'ont pas manqué, adressées aux gestionnaires de l'économie. Elles n'ont pas beaucoup varié d'un congrès à l'autre. Gaspillage, retard de fournitures, rupture du Plan, dépassement des délais et des crédits, insuffisance et mauvaise qualité des produits, vol et pillage du bien public, tels sont les principaux reproches de Brejnev que Kossyguine a essayé d'atténuer en insistant sur les difficultés objectives. Il est vrai qu'il était pour une part responsable de ces dé-

blie, sauf celle de Souslov, gardien vigilant de la pureté doctrinale. Malgré quelques promotions récentes, la gérontocratie est solidement installée aux leviers de commande du PCUS.

le règne de la gérontologie

Ils sont 27 qui dirigent le parti et l'Etat. Ils ont été élus par 4.998 délégués, qu'ils ont désignés eux-mêmes et qui représentent 15.700.000 adhérents ; plus de 3.000 délégués sont venus de la République fédérative de Russie, de loin la plus grande et la plus puissante des quinze républiques fédérées. Selon le rapporteur, 1.703 délégués étaient des ouvriers industriels, 887 des kolkhoziens et des sovkhoziens. Mais quand on additionne le nombre

teurs, dociles et privilégiés. Quant à la tribune, elle n'était accessible qu'aux grands du régime et aux leaders des partis étrangers.

Triomphal en politique étrangère et militaire, domaine réservé de Brejnev ; modérément critique en politique intérieure et économique, assumée par d'autres dirigeants ; tel est en bref le bilan du XXV^e congrès de PCUS. Son objectif essentiel était de conserver et de préserver un équilibre qui paraît fragile, au sommet de la hiérarchie. Ce parti, figé dans son immobilisme, présente des signes d'usure des hommes et des institutions. Les décisions, prises par le congrès, ne font que perpétuer l'état de choses existant ; elles n'offrent pas, pour le proche avenir, la possibilité de l'évolution, a fortiori de la libéralisation, du régime.

Victor FAY

(suite de la page 7)

A cette fausse destalinisation, Pierre Daix en oppose une autre qui irait jusqu'au bout d'elle-même : jusqu'à réévaluer Marx, y compris contre lui-même et contre ce qui en lui porte les stigmates de la société bourgeoise de son temps (économisme, ivresse prophétique, anthropocentrisme et européocentrisme inconscients (2). Gramsci, à l'époque de l'« Ordine Nuovo », disait-il autre chose ?

Le marxisme en effet est justiciable de son histoire. Et après le Goulag, la survie de Marx dépend de nous, de notre capacité à l'interroger du fond de cette défaite que constitue le « socialisme » existant. « Détruire l'idéologie — au sens marxiste de fausse représentation — qui a produit et justifié le stalinisme » et, pour cela, « reprendre la problématique du socialisme à partir de ce qui l'a verrouillée, chez Marx, dans le réductionnisme et l'évolutionnisme », telle est la tâche qui nous attend.

L'effraction nécessaire

Pierre Daix définit lui-même son livre comme une effraction dans le socialisme du silence. De telles effractions, nous en avons besoin. Et peu important alors nos désaccords — secondaires — avec l'auteur sur son appréciation, par trop unilatérale, de la politique des Fronts populaires ou de la profondeur et du sens des évolutions en cours dans un parti comme le parti communiste espagnol.

Ancien stalinien en rupture de ban, Pierre Daix cherche à faire la lumière sur ses illusions d'hier. Mais ici nulle acrimonie, nulle rancœur, comme il arrive trop souvent en pareil cas. Au contraire : un livre plein de bon sens, qui respire la sérénité et la lucidité retrouvées. La destalinisation des esprits ne fait que commencer...

Guy PERRIN ■

(1) Le Seuil, coll. Combats, 268 p., 35 F, en vente à la librairie Syros.

(2) Voir Miklos Molnár : *Marx, Engels et la politique internationale*, Gallimard, coll. Idées, 384 p., 10,85 F.



le gêneur, l'appareil, et les technocrates

Puisque la réalité soviétique vous intéresse et que ça fait peut-être des années que vous n'avez pas vu un film soviétique, allez voir La Prime ! Question information, il vous apporte plus que dix études des mieux documentées. Il révèle au grand jour la maladie sénile du régime soviétique : l'absence totale de démocratie ouvrière. Ajoutez qu'il n'est pas ennuyeux pour un sou. Le suspense y est aussi bien affûté que dans Douze hommes en colère de Luten. L'école hollywoodienne de l'époque de Luten et de Kramer a d'ailleurs fortement inspiré le réalisateur soviétique, mais l'intérêt particulier de son œuvre est surtout dans son « message ».

Le film nous amène sur un chantier de construction dont l'histoire est semblable, et dans les moindres détails, à celle de tous les chantiers socialistes de Vladivostok à Ruzomberok, de Riga à Varna : la pagaille, un gâchis immense l'irresponsabilité à tous les niveaux. Sur ce chantier, une équipe refuse la prime de fin d'année. Le chef d'équipe garde le silence ; il ne voit un interlocuteur valable ni en son chef immédiat, ni en la direction de l'entreprise, ni — j'étais sur le point d'écrire — en son délégué syndical. A moi de me raviser ! Le délégué syndical n'apparaît jamais, il n'est pas cité, pas une seule fois. Le grand absent de ce film est le syndicat ! Et parions que ce n'est pas un oubli.

une réunion extraordinaire

Le chef d'équipe demande donc à s'expliquer devant le comité du parti. Il réussit, le comité est convoqué en réunion extraordinaire. Du coup, cinq minutes après le début du film, on entre en pleine fiction. Fiction initiale qui aura permis au réalisateur de rester tout au long authentique. En fait, tout spectateur-ouvrier soviétique sait que, dans un cas pareil, il n'arriverait pas à convoquer cette réunion extraordinaire, que le chef et les membres de l'équipe seraient d'abord « travaillés » longuement et individuellement, qu'on pourrait aller voir tour à tour le directeur, le secrétaire du parti et les autres dirigeants, mais qu'il ne serait jamais possible de les avoir ensemble, réunis spécialement pour ce cas. Toutefois, même si cette réunion n'est pas typique dans la réalité soviétique, elle a été certainement rêvée, imaginée par des milliers d'ouvriers. Sur l'écran — la prise de parole — rêvée.

Le vieil ouvrier gauche, naïf et décidé, est devant le comité, au milieu d'un cercle de jurés — l'appareil. Et il dit à voix basse mais posément ce qui n'a jamais été dit. Les ouvriers qui sont à la pièce perdent de l'argent à cause des arrêts de travail. La prime, à

peine le dixième du salaire perdu, leur semble une aumône. Elle est d'ailleurs illégale ; octroyée pour le dépassement du plan, elle est une escroquerie envers l'Etat. La direction du chantier a fait baisser les prévisions du plan initial, en invoquant des raisons objectives. Les raisons objectives sont inexistantes. Ce qui est en cause, c'est la mauvaise gestion de l'entreprise. Et l'ouvrier présente un cahier de calcul élaboré par l'équipe où il démontre qu'avec une gestion correcte la direction aurait pu éviter les arrêts de travail et accomplir le plan initial.

La réaction du comité est révélatrice : ce que l'ouvrier raconte, tout le monde le sait. C'est comme ça, on n'y peut rien. L'important, par contre, est de boucler la gueule de ce gêneur ! En essayant de l'acheter (on offre de résoudre le problème de l'équipe à part), de l'intimider, de le menacer. Les calculs des ouvriers sont sûrement faux, disent les membres de l'appareil ; même si les chiffres sont justes, un ouvrier n'est pas capable de comprendre la marche d'un grand chantier ; la question n'est pas de savoir si les calculs sont justes ou faux, mais de trouver qui a donné les chiffres aux ouvriers ? Qui a livré le secret d'Etat ? Qui leur a permis de prendre possession des informations concernant tout le chantier ?

une troisième force

L'ouvrier, épaulé par le secrétaire du parti, ne cède pas. Une fois la vérité des calculs admise, il propose que l'ensemble du chantier refuse la prime. Le scandale ! Refuser la prime signifie le départ du directeur du plan, les blâmes du centre, l'appareil bureaucratique ébranlé.

L'image est claire. D'un côté, les ouvriers qui luttent pour leur propre intérêt qui se trouve être en même temps celui de l'entreprise et de l'Etat ; de l'autre, l'appareil bureaucratique qui ne cherche qu'à se maintenir en place, étouf-

fer le scandale. Mais l'ouvrier va gagner. Parce qu'une troisième force entre en jeu, celle des jeunes cadres soucieux d'efficacité. En la personne du secrétaire du parti, se dessine de manière assez précise le technocrate soviétique des ères nouvelles. Sceptique et méprisant au départ, il commence à prendre au sérieux le chef d'équipe quand il s'aperçoit que l'ouvrier présente une alternative valable d'efficacité contre l'immense gâchis actuel.

On peut donc facilement s'expliquer le succès de ce film auprès des dirigeants soviétiques. Il répond à leurs préoccupations du jour, avec la mise en cause des méthodes dilatoires pratiquées dans les entreprises, et il prône l'alliance des ouvriers et du parti. Quant à la peinture audacieuse — un véritable acte d'accusation — de la nature de simple exécutant et nullement participant de l'ouvrier soviétique, nous avons tout droit de penser qu'elle passe inaperçue aux yeux de ces mêmes dirigeants : cet état des choses leur étant tellement naturel et habituel.

le sens d'une alliance

Quel est maintenant le sens de cette alliance entre la classe ouvrière et la nouvelle technocratie ? Théoriquement, elle peut signifier une nouvelle étape de la lutte contre l'appareil bureaucratique. Malheureusement, diverses expériences, dont la hongroise, prouvent que cette union n'est qu'illusoire. Le système ne permet pas aux ouvriers socialistes de s'affirmer en tant que classe. Ils n'ont pas le moyen de se constituer en groupes, ils n'ont pas de forums où se faire entendre. C'est ce que le film nous fait voir en insistant sur le caractère insolite et exceptionnel de la démarche de l'équipe. D'autre part, l'appareil bureaucratique prend de plus en plus conscience qu'il a tout intérêt à s'allier aux jeunes technocrates. En échange d'une certaine autonomie et de quelques privilèges, il obtient sans peine leur collaboration pour maintenir la hiérarchie en place.

Apaiser le mécontentement diffus des ouvriers par quelques concessions dans le domaine du niveau de vie, sans leur donner aucun droit à la décision, au contrôle, telle est la nouvelle devise des dirigeants socialistes.

Eva November ■

ou comment enjoliver l'addition...

La « société libérale avancée » est en train de révéler sa réalité dans un nouveau domaine, celui du logement et de la ville.

La réforme foncière effectuée il y a quelques mois a déjà montré ce qu'il en était. Sous couvert d'améliorer le cadre de vie, Giscard s'est alors efforcé de limiter les profits spéculatifs pour permettre aux entreprises de construction d'élever leurs plus-values. La relance et le redéploiement économique doivent favoriser les investissements et les grandes entreprises plutôt que la thésaurisation et les petits propriétaires fonciers. Aujourd'hui, le rapport Barre sur « la réforme du financement du logement » et le rapport Nora sur « la réhabilitation de l'habitat ancien » confirment et précisent la nouvelle politique.

Une présentation libérale

Les intentions affirmées par le rapport Barre, le plus important, sont libérales, voire libératrices : « Le jour où chacun des Français, quel que soit le niveau de son revenu, pourra choisir à son gré un logement neuf ou ancien, individuel ou collectif, dans la ville ou à sa périphérie, la situation de l'habitat pourra être jugée satisfaisante » déclare le rapport Barre sans dire néanmoins vers quelle époque les OS de chez Renault pourront à la fois se rapprocher de Boulogne-Billancourt et s'installer dans un quartier agréable comme Auteuil ou Passy. Cependant le rapport Barre n'est pas avare de chiffres. Mais trop souvent, ceux-ci tentent plus de dissimuler que d'éclairer la réalité. Chacun sait que le coût du logement, la déportation des travailleurs vers les banlieues lointaines, sont la conséquence des spéculations foncières. Or, après avoir déclaré qu'elle n'avait pas mandat de traiter les questions foncières, la commission Barre ne peut éviter d'en dire un mot. Elle reprend certaines mesures envisagées au ministère de l'Équipement. Il s'agirait de faire aux communes des avances sur quelques années pour l'achat de terrains au prix fort. Mais personne ne précise par quels miracles les communes, écrasées par la charge des emprunts antérieurs, pourraient faire de nouvelles dettes sans augmenter en conséquence les impôts locaux. Les experts peuvent modifier la présentation de l'addition, elle subsiste et c'est aux travailleurs, à nous, qu'on la présente.

Les questions principales étant à peu près ignorées, quelle est donc la préoccupation de cette commission mise en place par le gouvernement : c'est la réforme du financement du logement. Il faudrait passer de l'aide à la pierre à l'aide à la personne. L'aide à la pierre, c'est la contribution que l'État a dû apporter au logement des travailleurs, notamment au travers des organismes d'HLM. C'est le prix payé par l'État pour maintenir le mécontentement des travailleurs, devant les prix et les conditions de logement, à un niveau acceptable pour la stabilité sociale. Le système a abouti à la déportation des salariés vers des cités-dortoirs pauvres en services et en vie collective.

l'exemple italien

De Sarcelles à la Grande Borne (1), les résultats de cette politique sont éloquentes. Ils sont même de plus en plus insupportables pour les travailleurs. Il n'y a plus seulement des manifestations sauvages de refus (au travers des déprédations par exemple) ; des mouvements larges se sont construits, illustrés dernièrement par les actions dans les HLM de Bretagne, la ZUP de Blois ou celle du Mirail à Toulouse. L'exemple italien fait

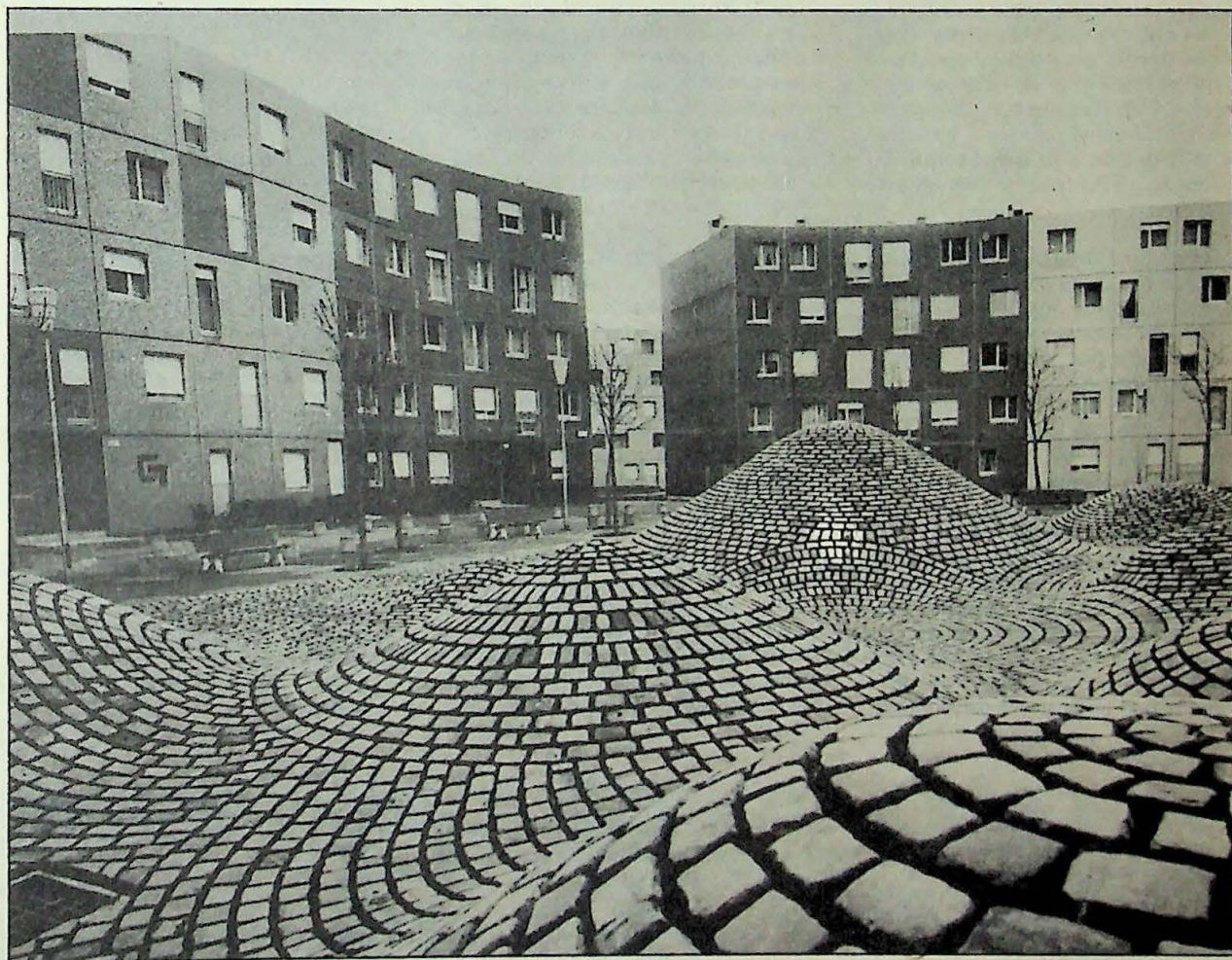
craindre à nos gouvernants une révolte urbaine.

Aussi tentent-ils un nouveau tour de passe-passe : l'aide à la personne. Pour

La réforme préparée par le rapport Barre fera bénéficier indirectement les sociétés et promoteurs privés de l'aide à la personne. « L'organisation nouvelle des aides proposées par le rapport peut donner une chance nouvelle aux sociétés immobilières d'investissements. Elles auraient, en effet, vocation à participer à la distribution des aides personnalisées au logement pour leurs constructions neuves et, moyennant des conventions particulières avec l'administration, pour leur parc ancien. Ainsi pourraient-elles, dans les mêmes conditions que les organismes sociaux, accueillir des locataires de revenus divers et contribuer au décloisonnement du parc... Avec l'autorisation particulière de l'administration, elles devraient également pouvoir prétendre, à hauteur

problèmes de fond, peuvent au moins freiner les mesures qui leur paraissent néfastes. Ils constituent une force de pression poussant le gouvernement à respecter sa propre légalité. Amoindrir ces organismes en diminuant leurs ressources, c'est restreindre encore plus le contrôle du mouvement ouvrier. C'est laisser les travailleurs plus isolés face aux manigances financières, fiscales et politiques du gouvernement. On ne peut donc qu'approuver les réserves de l'Union nationale des HLM ou de la Confédération nationale des locataires, même si ces organisations sont silencieuses ou presque sur les problèmes de fond.

L'accumulation de phrases démagogiques ne doit donc pas dissimuler la



permettre à chacun le libre choix, il s'agirait de supprimer les subventions aux logements sociaux, mais d'assurer aux plus défavorisés une allocation personnelle plus importante. La proposition peut paraître intéressante. Mais pour l'instant il ne s'agit que d'une promesse. Comme toutes les promesses, celle-ci ne coûte pas cher. Par contre, c'est la première fois qu'un rapport officiel le reconnaît. Pour les dix ans à venir, l'application de la réforme diminuerait les dépenses de l'État d'une moyenne annuelle de trois milliards et demi de francs. En effet, cette œuvre généreuse, libérale, avancée serait accomplie en augmentant le loyer des logements sociaux, notamment des HLM, et en détournant les ressources des caisses d'allocations familiales. Il est donc mensonger de prétendre en même temps maintenir le nombre des bénéficiaires de logements sociaux, augmenter leur qualité, diminuer le coût pour les plus démunis et restreindre l'aide de l'État.

de 50 % du prix de revient, aux financements particuliers consentis par la Caisse des dépôts pour la location à vocation sociale. »

liquider les stocks

Il s'agit de liquider les stocks de logements invendus et de faire bénéficier les sociétés privées d'une partie des fonds et des avantages jusqu'alors réservés à des organismes sans but lucratif.

La réforme Barre tente aussi de diminuer le contrôle des travailleurs sur leurs conditions de logement. Les Offices d'HLM, notamment dans les municipalités dirigées par des partis se réclamant de la classe ouvrière, les caisses d'allocations familiales, ont parmi leurs administrateurs des représentants du mouvement ouvrier. Ceux-ci, s'ils ne peuvent pas grand-chose pour régler les

réalité. L'aide à la personne imaginée par la commission Barre, c'est du bidon. La commission ne propose aucune solution, aucune amélioration, aux conditions de logement des travailleurs. Au contraire, elle envisage de nous faire payer plus cher le droit au logement par le biais des loyers et des impôts communaux. Elle s'efforce de faire bénéficier les sociétés privées d'une part accrue de fonds publics destinés au logement social. Elle veut amoindrir la représentation et l'organisation des travailleurs. Le rapport Barre, nous sommes contre.

Michel FIANT ■

(1) Cité conçue pour accueillir, entre autres, les travailleurs déportés du secteur Italie à Paris, elle est célèbre à la fois pour son isolement des services et équipements et la proportion de locataires ne pouvant acquitter les loyers et les charges. L'effort accompli à la Grande Borne pour le cadre de vie n'a pas suffi à faire oublier le genre de vie.

La reconstruction

« Où sont passés les étudiants ? » se demandait avec angoisse l'an dernier Pierre Guidoni dans le *Nouvel Observateur*... « Nous revoilà »... semblent-ils dire aujourd'hui. Mais pas où les fins stratèges les attendaient, ni comme on croyait les trouver.

Oui, nous assistons actuellement à une renaissance du mouvement étudiant, sous des formes qui déjouent bien des calculs. On y trouve les retombées du mouvement lycéen des dernières années : une action de masse qui refuse de se réduire à la centralisation parisienne ; une action unitaire qui, cependant, manifeste sa défiance à l'égard des organisations traditionnelles du milieu — et notamment des pratiques souvent manipulatoires des deux UNEF ; une action qui, pour être politisée, n'en affirme pas moins son autonomie à l'égard de groupes d'extrême gauche plus prompts à prôner la mobilisation qu'à lui fournir des objectifs.

Mais il y a plus que cette similitude. Il y a le développement de la conscience qu'une victoire contre la réforme du second cycle ne sera possible qu'à certaines conditions.

La première et la plus importante, c'est une liaison étroite et permanente, réelle et pas simplement proclamatoire, avec le mouvement ouvrier. C'est une question vitale. Nous avons déjà eu l'occasion de montrer combien les problèmes de l'Université étaient étroitement liés à une volonté croissante de l'adapter au système capitaliste ; que l'Université devenait à

son tour un instrument de la parcellisation des tâches, du cloisonnement du savoir et des connaissances, de l'extension de l'économie marchande — et du profit — à de nouveaux secteurs ; et que, corrélativement, l'organisation universitaire française visait au renforcement du contrôle absolu du patronat sur l'embauche, y compris des techniciens et cadres moyens ou supérieurs, dans une vaste continuité de l'appareil scolaire, de la maternelle à l'enseignement supérieur.

Aujourd'hui, cette évolution fait sentir toutes ses conséquences dans un contexte de crise économique que l'Université — et notamment les étudiants — commencent à subir de plein fouet. D'une façon générale, les étudiants se retrouvent dans la même situation que tous les jeunes face à l'emploi ; la restructuration de l'appareil économique provoque la contraction de nombre d'activités ou de professions auxquelles préparait l'enseignement supérieur, entraînant par là même la déqualification des diplômés ; enfin, tout bêtement, les problèmes de fonctionnement de l'appareil universitaire lui-même, systématiquement sacrifié depuis des années aux impératifs de la politique économique gouvernementale, pèsent lourd sur la condition de tous ceux qui travaillent à l'Université.

Ainsi, l'expression de « jeunes travailleurs en formation » pour désigner le plus grand nombre des étudiants prend-il tout son sens : ils ont des problèmes comparables à ceux des autres jeunes travailleurs. Cela

doit se traduire dans l'action, par des revendications qui portent sur des garanties de condition de travail, d'existence et d'avenir professionnel : c'est-à-dire rechercher l'unification avec l'ensemble des batailles anticapitalistes, comme on cherche à le faire, par ailleurs, pour les luttes paysannes.

D'autres conditions doivent cependant être remplies en ce qui concerne le déroulement de l'action. Et d'abord, ne pas s'accrocher à des démonstrations spectaculaires pour « faire vite avant les vacances de Pâques », au risque de casser le rythme propre du mouvement, dont on a vu qu'il était différent suivant les universités et leurs problèmes spécifiques. Egalement, assurer la démocratie dans toutes les instances collectives de décision.

C'est à ce prix que seront évités de nouveaux échecs plus ou moins masqués par l'ampleur des mobilisations, et que peut se reconstruire, à partir des luttes actuelles, un mouvement étudiant à nouveau dynamique. Un mouvement qui, en articulant ses propres objectifs avec ceux des luttes ouvrières et paysannes, apportera une contribution essentielle à la réalisation de l'unité populaire. L'impact des propositions faites au nom du MARC (1) et du CNIL (2) lors de la dernière coordination nationale étudiante constitue un indice significatif de la conscience de ces exigences, et un gage important pour l'avenir.

Michel MOUSEL ■

(1) MARC : Mouvement d'action et de recherche critique.
(2) CNIL, Comité national d'initiative et de liaison.



Motions

● Coordination nationale des facultés en grève et en lutte

Depuis six semaines, les étudiants sont entrés massivement en lutte contre la réforme du second cycle en conformité avec la coordination de Nantes. La seule réponse du pouvoir a été l'intransigeance politique, le refus d'abroger la réforme, la répression.

Il faut donc poursuivre, amplifier et étendre notre mouvement. C'est pourquoi la coordination appelle à la grève générale des universités, au blocage de toutes les procédures de mise en place de la réforme, et cherche à se situer aux côtés des travailleurs dans leur lutte contre le pouvoir et en particulier contre le chômage.

C'est pourquoi nous réclamons le droit à l'emploi pour tous les étudiants. Nous refusons de nous soumettre à l'ordre patronal : ni chômeurs ni cadres au service du patronat.

La coordination nationale des facultés en grève et en lutte rassemble propose qu'au niveau local, tout soit fait pour bloquer les dossiers et maquettes d'habilitation et que soient rédigés des cahiers de revendications, qu'au niveau national, les étudiants concentrent et centralisent leur action.

Dans ce sens, nous proposons de faire sur toutes les facultés, du 9 et 10 mars, deux journées de grève et de manifestation et que, lors de la journée d'action dans le secteur public et nationalisé, soient organisés des cortèges autonomes étudiants. Ces journées seront la démonstration du combat des étudiants et des travailleurs contre le système de formation. La coordination propose de faire du mercredi 17 mars une journée de vastes rassemblements régionaux et locaux de discussion des plate-formes de revendications, d'occupation des rectorats, de blocage des dossiers d'habilitation pour refuser dans les faits la réforme du second cycle (centres de formation des maîtres, projet Soisson, partition de l'université de Clermont, projet de liquidation des chargés de cours).

La coordination propose d'organiser avant les vacances de Pâques, le 18 mars, une rencontre nationale de tous les étudiants en lutte qui aura pour tâche :

- 1) de faire un premier bilan sur les mobilisations en cours ;
- 2) de discuter de la poursuite de notre combat après Pâques et des formes qu'il doit prendre face à l'attaque prolongée du pouvoir. Le rassemblement réunira l'ensemble des cahiers de revendications réunis le 17, et discutera une plate-forme de revendications unifiantes que les étudiants opposeront à la réforme. Ce rassemblement pourrait, en fonction de la mobilisation, finir par une manifestation nationale au secrétariat d'Etat.

Il s'agit là d'une proposition faite aux AG sur laquelle elles devraient se prononcer. C'est à elles, en fonction de leurs appréciations de la mobilisation, de reprendre ces propositions.

● Les étudiants du PSU

La Coordination nationale des étudiants du PSU, réunie le 7 mars 1976, se félicite de l'ampleur de la mobilisation des étudiants contre la réforme du second cycle et, notamment, pendant la semaine d'action du 1^{er} au 6 mars. Déjà des dizaines de facultés à Paris et surtout en province sont en grève pour l'abrogation de la réforme. La CNE soutient la proposition de grève générale, les 9 et 10 mars, qui sera l'illustration de l'unité, de la centralisation du mouvement des étudiants en liaison avec les travailleurs de la fonction publique.

Elle appelle à se joindre à la journée d'action du 17 mars qui marquera une étape supérieure dans la lutte contre la réforme. A travers les cahiers de revendications et de doléances élaborés par les étudiants dans chaque faculté, les rassemblements régionaux du 17 prépareront les états généraux pour une plate-forme de revendications unifiantes que les étudiants opposeront à la réforme.

Les étudiants réclament des objectifs d'action, des échéances nationales, mais aussi une vaste discussion avec les travailleurs sur l'Université que le pouvoir et le patronat nous préparent. Les objectifs de lutte et de contrôle que les étudiants élaborent dans la grève (blocage des dossiers et maquettes d'habilitation, occupation des conseils d'UER et locaux administratifs) préparent la discussion sur l'Université que nous voulons.

Les étudiants en lutte ont démontré leur volonté de lutter durablement sur des bases anticapitalistes. Ils ont refusé les perspectives strictement corporatistes et défensives qu'offraient certains appareils. Une alternative d'ensemble est possible, ses bases seront jetées dans les rassemblements régionaux et se concrétiseront dans les états généraux. La renaissance du mouvement étudiant passe par la construction d'une organisation syndicale anticapitaliste en lien avec les travailleurs. Cette perspective se dessine dans les structures unitaires de lutte et de grève que les étudiants se proposent dans leur mouvement.



Découverte et culture, loisirs

4, rue d'Aligre - 75012 - PARIS

Etalement des vacances... Etalement des paiements...

Verser 100 F, 200 F... ou plus tout de suite, c'est ça de moins à verser pour le séjour ou le voyage de 76 ou de 77.

On en a besoin pour les organiser

Des exemples

● Tolbiac

Des échéances nationales ont été décidées à la Coordination des facultés en grève et en lutte. Mais ces décisions n'ont de sens que si, dans chaque fac, les étudiants contrôlent et prennent en main la faculté dans la grève. Sans fonctionnement démocratique de la grève, sans prise en charge collective de la faculté, notre mouvement restera un feu de paille sans lendemain. Les étudiants font grève pour l'abrogation de la réforme, mais nous voulons aussi faire la critique pratique de l'Université que prépare la réforme Soisson. Discutons, par UER et département, de cahiers de doléances et de revendications, des objectifs de lutte.

Dès aujourd'hui, décrétons la fac en grève active. Organisons une semaine « fac vivante — fac ouverte » sur la base du programme d'animation (restaurant universitaire sauvage, ciné-club ouvert à la population, théâtre de rue, crèche sauvage, etc.). La fac appartient à l'administration toute l'année. Montrons-lui que, dans la grève, nous sommes la seule légitimité. Occupons les services administratifs. Transformons-les en zones libres, réservées aux étudiants. Servons-nous des ronéos pour diffuser nos décisions. Imprimons nos propres photocopies de contre-cours et conférences-débats. Levons le secret sur les décisions de l'administration (crédits, dossiers d'habilitation). Le matériel administratif est notre outil dans la

lutte. Les étudiants prennent la parole, imprimons notre parole.

Motion de l'assemblée générale de grève de Tolbiac (Paris)■

● Amiens

Depuis plus de trois semaines, les étudiants d'Amiens sont en grève contre la réforme du second cycle universitaire. Dès le début, leur grève a revêtu un caractère original : afin de permettre l'accès des étudiants à l'information, le texte de la réforme a été diffusé à tous les étudiants, à l'initiative du MARC, par la présidence de l'université. Cela a permis une prise en charge du mouvement par tous : les étudiants élisent des comités de grève par UER et se réunissent deux fois par semaine en AG centrales de faculté. Ils ont décidé de rendre la faculté vivante pendant ces jours de grève : des fres-

ques surgissent sur les murs de la fac, des débats sont organisés (par exemple sur l'affaire Goldman). La mairie d'Amiens a même vu sur les listes d'Etat civil deux curieux événements : le mariage Université-patronat (un accord lie l'université de Picardie et la Chambre de commerce et d'industrie d'Amiens) et l'enterrement de Monsieur DUT (diplôme universitaire de technologie, délivré par les IUT, non reconnu dans les conventions collectives)...

● Grève générale

Des dizaines de milliers d'étudiants se sont joints aux manifestations des travailleurs de la fonction publique, le 9 mars. Le 10, 10 000 étudiants à Paris, d'importants cortèges en province, ont montré la force du mouvement étudiant : la grève continue en province, elle s'étend à Paris.

dans les casernes :

nouvelles luttes nouvelle répression

Claude Baudoin et Jacques Stambouli ont été, enfin, libérés. Les 53 inculpés sont donc « libres ». Faut-il en conclure que le pouvoir met les pouces ? Certainement pas.

□ C'est pourquoi la campagne pour la levée des poursuites, la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat et l'obtention des droits d'expression et d'association dans l'armée continue. A Paimpol par exemple, une pétition a recueilli, sur ces mots d'ordre, 859 signatures à l'initiative du PSU, du PC, du PS, de la CGT, de la CFDT, de la FEN, de l'UDB et des Paysans-travailleurs.

Mais le pouvoir, comme nous l'avons déjà souligné, s'oriente aujourd'hui, avant tout, vers la répression dans les casernes. Sa provocation a fait long feu. Non seulement il n'a pas réussi à terroriser les militaires, et donc à briser et à démanteler les quelque 150 comités de soldats, mais la volonté de lutte des appelés et des engagés, de plus en plus nombreux à rejoindre le combat, s'est étendue. Les soldats adoptent de nouvelles formes de lutte, plus offensives. Bombages de slogans sur leur caserne, journaux muraux autocollants, tracts spéciaux pour les gradés (placés sur leur voiture) etc. Des coordinations se structurent par régions ou par villes, publient leurs journaux (comme le *Drakkar déchainé*, journal des 39^e RI et 71^e RG de Rouen).

Pour tenter de contrecarrer cette offensive, les autorités militaires mettent le paquet. Après les affaires de Villacoublay et de Brest, il y a un mois ; après les sept arrestations au 5^e RG de Versailles, il y a quelques semaines ; après les poursuites engagées, il y a quelques jours, contre onze appelés du 25^e RA de Thionville ; voilà que nous parvient la nouvelle de dix-neuf nouvelles arrestations : quatre soldats du 51^e RA de Bitburg, en Allemagne (Brody, Jactard, Malong et Simonet), cinq soldats du 159^e RIA de Briançon (Bridon, Crespi, Fliman, Mattenti, Resch), dix soldats du 2^e RH

d'Orléans (Bertrand, Bertou, Butaud, Fabre, Gombert, Maillou, Meunier, Steffe, Patrick Tessier, Pierre Tessier). Tous sont aux arrêts sous l'accusation d'avoir diffusé tracts et journaux de soldats.

Mais les liaisons qui existent entre les comités et le mouvement ouvrier tissent un réseau de contrôle et de solidarité qui freine considérablement la hiérarchie.

Après l'arrestation des sept soldats du 5^e RG, le BETOR-CFDT (dont Patrice Rollant est membre) a organisé une délégation qui s'est rendue au camp des matelots à Versailles pour demander des comptes. Pierre Porta, un autre soldat du 5^e RG mis aux arrêts, a reçu immédiatement le soutien actif de la section SNES du lycée et CES de Colombes, dont il est membre. Soutien réaffirmé par le collectif unitaire de Colombes (union locale CFDT, SNES, SNETP-CGT, ASF, PSU, LCR, OCR, HR).

Pierre Tessier, un des dix du 2^e RH d'Orléans, a reçu le soutien des organisations syndicales du lycée technique de Sens dont il a été l'élève (SNES et SNETAA du lycée, SNETP-CGT du CET, SGEN de tous les établissements de la ville). La section du PSU de Sens, dont Pierre était membre avant son incorporation, s'est adressée à toutes les organisations ouvrières, tandis que le comité de défense des soldats (qui a pour but de faire connaître leurs droits aux futurs appelés) lançait une grande campagne parmi les lycéens et collégiens.

C'est dans ce contexte que le Comité national pour la libération des soldats et militants emprisonnés a entamé la rédaction d'un « livre noir de la répression ». Il organisera, du 4 au 10 avril, outre la diffusion de ce document, une semaine d'action qui sera marquée, entre autres, par la formation de délégations d'enquêtes qui iront aux casernes.

Maurice NAJMAN ■

Bruno, insoumis

Bruno Simon, insoumis, s'est livré le 19 novembre 1974. Le jour même, il a été provoqué au délit de refus d'obéissance, mis aux arrêts de rigueur, et, trois jours plus tard, incarcéré à la prison de Fresnes. Jugé le 21 février 1975, il a été condamné à dix-huit mois de prison. Bénéficiant d'une remise de peine ordinaire, il sortait de Fresnes le 4 février 1976. Conduit à la caserne Guyenner de Rueil-Malmaison, il bénéficiait d'une permission pour la nuit, revoyait les siens, et se représentait à la caserne le lendemain, croyant à la liberté. Mais il était une nouvelle fois provoqué au délit de refus d'obéissance, les militaires lui demandant de revêtir l'uniforme. Depuis le jeudi 5 février, il est aux arrêts de rigueur, enfermé dans les locaux disciplinaires de la caserne, et susceptible de nouvelles poursuites devant le tribunal militaire permanent des forces armées.

Les télégrammes et les motions de solidarité et de protestations sont reçues par M. Yvon Bourges, 14 rue St-Dominique, Paris 7^e.

Les femmes dans la rue



Plusieurs milliers de femmes ont répondu à l'appel du collectif parisien des groupes femmes d'entreprises, de quartiers, de lycées et de facs.

La manifestation, partie de la République à Paris, s'est terminée place des Fêtes, après un arrêt devant le foyer Pauline Rolland où une délégation est allée déposer une motion auprès de la directrice pour protester contre l'expulsion d'une quinzaine de femmes.

télévision

la médecine pénitentiaire

Reportage humain, sans voyeurisme ni concession au sensationnel, telle se présente l'enquête sur la médecine pénitentiaire, menée à l'intérieur des prisons françaises par le trio Desgraupes-Lalou-Barrière (1) qui passe sur TF 1 le mercredi 17 mars à 21 h 50. Détenus et médecins sont d'accord en dépit des fonctions et du langage différents : on étouffe, on meurt à petit feu en prison. Irréversiblement.

Cette émission est la bienvenue à un moment où les cris de haine, les appels à la vengeance retentissent, amplifiés par les défenseurs de l'ordre, de la discipline, de l'injustice. A la limite difficilement supportable tant elle secrète l'émotion en raison même de ses qualités, l'émission montre deux choses : la société a les prisons qu'elle mérite ; il est sans doute plus facile de mourir d'un coup que de vivre à perpétuité en prison. Il faudra encore beaucoup d'émissions comme celle-ci pour que soient humanisées les prisons.

(1) : Deuxième partie de l'émission, le 24 mars.

CENTRE POPULAIRE DE FORMATION SOCIALISTE

10 nouvelles cassettes

Critique des pratiques sociales :

● La justice, les juges et la loi par Dominique Charvet ; ● L'école, la formation et la division du travail par Jean-Claude Guérin.

Marxisme et philosophie :

● La dialectique dans l'histoire ; ● La dialectique dans la nature par Radjavi.

Critique de l'économie politique :

● Les conditions historiques de la reproduction du capital par A. Billaudot ; ● Le rôle économique de l'Etat par Pierre Naville ; ● Le Comecon et sa place dans l'économie mondiale par Pierre Naville.

Histoire du mouvement ouvrier :

● La Commune par Ch. Berger et A. Châtaigner ; ● 1895-1914 syndicalisme révolutionnaire et socialisme par M. Rébérioux ; ● 1871-1914 le mouvement ouvrier en France par M. Rébérioux.

En vente 27 F l'unité... Mais on peut (on doit) s'abonner : Editions Syros, 9 rue Borromée, PARIS 75015. Un cycle (12 cassettes) 240 F ; deux cycles (24) 450 F ; trois cycles (36) 640 F ; quatre cycles (48) 830 F.

Après la trêve

□ Franco est mort, et le franquisme, le fascisme, demeure. Ce régime, ce roi Juan Carlos, ce gouvernement n'ont d'existence que par la seule volonté de Franco. Ils ne survivent que grâce à l'appui de l'appareil fasciste politique, administratif, « syndical », policier, forgé au cours de quarante années d'occupation militaire du pouvoir et du pays. Les discours sur la démocratisation ont été prononcés, le voile de la libéralisation a été largement déployé, le changement a été décrété avec la bénédiction des Giscard, Poniatowski et Lecanuet. Et, au grand étonnement de ceux qui se félicitaient de toutes les bonnes dispositions affichées, le gouvernement fasciste de Arias Navarro — que certains de ses collègues au gouvernement, et non des moindres, ont l'habitude d'appeler « le boucher de Malaga » en souvenir de ses exploits durant la guerre civile — se comporte en gouvernement fasciste.

Aux problèmes politiques posés avec une force nouvelle après la mort de Franco qui concernent la nature et l'existence même du régime, viennent s'ajouter et se mêler les problèmes économiques et sociaux. La crise est arrivée avec quelque retard en Espagne. Elle n'en frappe qu'avec plus de vigueur une économie encore fragile. Les prix augmentent prodigieusement vite (17% de hausse en 1975 officiellement, ce qui pose un problème vital aux familles populaires). La production est restée quasiment stagnante en 1975 et elle baisse actuellement. Le chômage a augmenté de 80% et touche 5% de la population active. Le dernier gouvernement de Franco, pré-

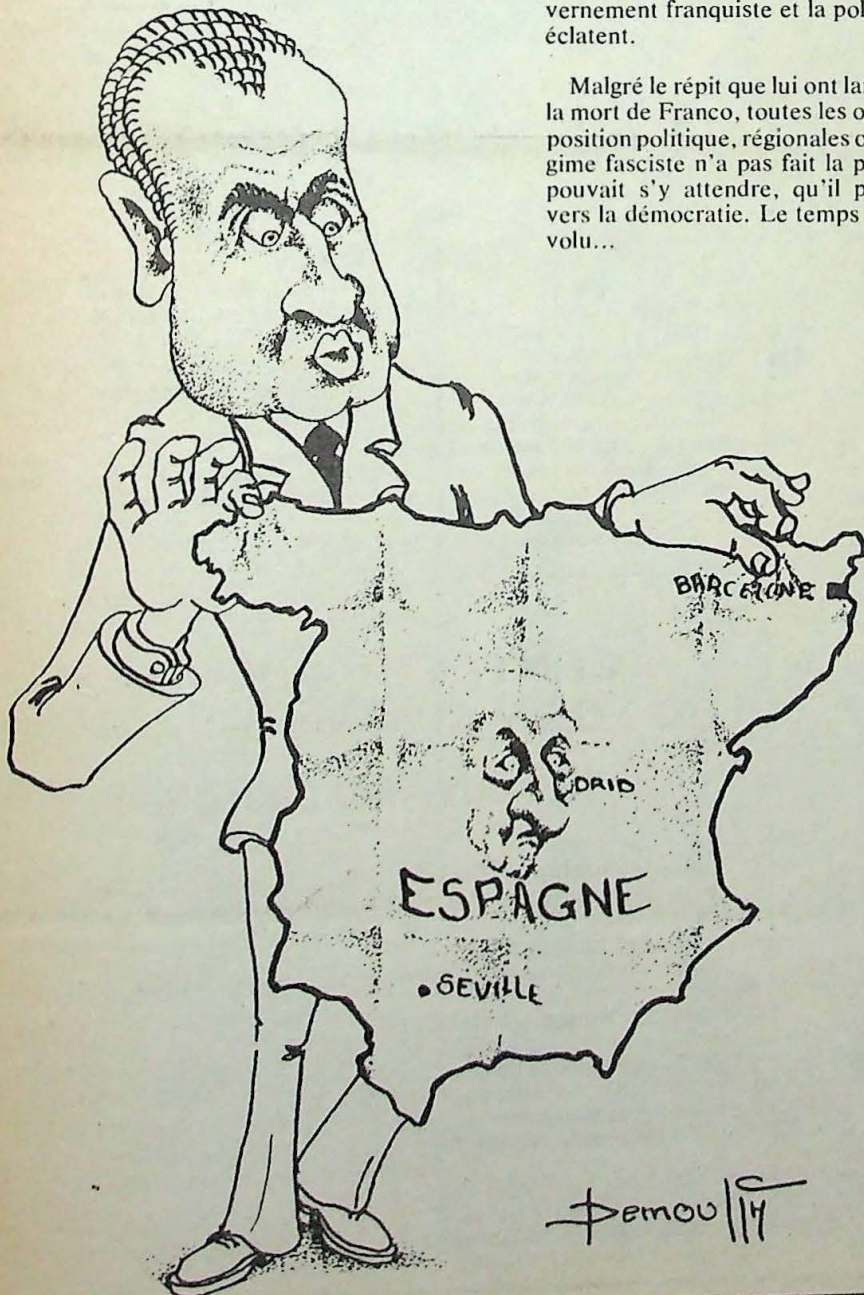
sidé par Arias Navarro, avait décrété le blocage des salaires. Le premier gouvernement de Juan Carlos, présidé par Arias Navarro, maintient le blocage des salaires.

Une première vague de grève avait été suivie dans toute l'Espagne au mois de janvier. Une seconde se développe maintenant dans des proportions jamais vues depuis la guerre civile. Les objectifs en sont les mêmes : augmentation de salaires, amélioration des conditions de travail, réintégration des camarades licenciés pour faits de grève ou activité syndicale, liberté syndicale, amnistie. Ce mouvement touche tous les secteurs et toutes les régions d'Espagne. Les grèves se multiplient, de Barcelone en Andalousie, de Galice à Madrid, en passant par le pays Basque et Saragosse. Elles touchent aussi bien les employés municipaux de Barcelone (en premier rang desquels les pompiers et les policiers) que les ouvriers du bâtiment, les métallos, les mineurs, les enseignants, les ouvriers agricoles, les manœuvres, les employés de banque, les travailleurs de l'hôtellerie. Jusqu'aux joueurs de football professionnels qui réclament la liberté syndicale.

Les intentions réelles du patronat, qui ne veut négocier qu'avec les « syndicats » fascistes, et du régime, qui fait tirer sur les grévistes après les avoir délogés d'une église à coups de grenades lacrymogènes, sont apparues clairement à Vitoria. Il en est résulté quatre morts et des dizaines de blessés. Les discours ne peuvent plus masquer la réalité du régime. Les contradictions existant entre les intentions affichées par le gouvernement franquiste et la politique qu'il mène, éclatent.

Malgré le répit que lui ont laissé de fait, depuis la mort de Franco, toutes les organisations d'opposition politique, régionales ou syndicales, le régime fasciste n'a pas fait la preuve, comme on pouvait s'y attendre, qu'il puisse « évoluer » vers la démocratie. Le temps de la trêve est révolu...

Alain NOEL ■



L'extrême gauche désarmée ?

Le spectre de la révolution portugaise s'est évanoui ; dans cette situation, que devient l'extrême gauche ?

□ Tout semble indiquer qu'ayant cru à une issue révolutionnaire rapide, l'extrême gauche portugaise ait en quelque sorte brûlé tous ses vaisseaux, en même temps qu'elle brûlait les étapes. Le 25 novembre a été la défaite d'une stratégie politico-militaire. D'où la profondeur de la crise qui la traverse.

Tout reposait sur l'analyse suivant laquelle la bourgeoisie était dans l'incapacité de gouverner, surtout du fait de la désagrégation de son appareil répressif, en même temps que le mouvement de masse manifestait sa force. La question du pouvoir était posée, qu'il fallait résoudre par une mobilisation conjointe des organes de pouvoir populaire et de la composante militaire d'extrême gauche. L'insurrection populaire armée était ainsi à l'ordre du jour.

En réalité cette stratégie recouvrait une formidable erreur d'appréciation politique sur la réalité du rapport des forces. Que ce soit au niveau des blocs sociaux en présence, considérés du point de vue de leur degré respectif de conscience et d'organisation, ou que ce soit au niveau de leur coordination politico-militaire, tout montre que les conditions objectives et subjectives d'une insurrection victorieuse n'étaient pas réunies. Au mieux, c'était la prise du pouvoir d'une Commune de Lisbonne qui aurait été étouffée, puis écrasée, dans les semaines suivantes.

Le congrès du MES de février fut l'occasion de faire le point. Ayant été à l'initiative — au moins idéologique — des principales avancées du processus portugais (nationalisation des secteurs clés de l'économie, réforme agraire, pouvoir populaire...), le MES par son implantation, ses origines et son projet politique, a occupé une place originale dans le processus portugais. Cependant sa radicalisation ne tint pas compte de l'inégal développement du rapport réel des forces et l'amena à avoir une attitude fondée sur la croyance en la possibilité immédiate d'une prise révolutionnaire du pouvoir par le prolétariat. Pour cela, il refusa tout compromis considéré à chaque fois comme une compromission. Devant l'échec de cette politique, il s'est agi surtout d'accuser le parti communiste de l'échec de cette stratégie tout en mettant en cause l'insuffisance **organisationnelle** du MES, incapable de prendre en charge une stratégie considérée finalement comme **juste**.

D'autre part, face à un monde du travail profondément divisé et atteint par la crise, la question fondamentale est de tout faire pour reconstruire le tissu unitaire du mouvement des travailleurs face à la remise en cause des acquis, tout en tenant compte de l'influence qu'exercent au sein des masses le PC et aussi le PS. C'est à la capacité de propositions politiques à tous les niveaux et d'actions unitaires à la base sur des revendications répondant aux besoins actuels des travailleurs, que se construira ou non une force révolutionnaire implantée dans les masses. La voie que propose le MES dans sa volonté de construire un front de masse rassemblant les éléments révolutionnaires esquive de fait la réalité politique et ne peut mener qu'à une impasse. En réalité, le congrès sur le plan politique n'a rien résolu et, en ce sens, il symbolise assez bien l'impasse politique dans laquelle se situe l'extrême gauche. Sa capacité de redressement dépend de sa capacité d'autocritique politique, tout en gardant des capacités d'intervention liées à une réelle implantation militante. En ce sens, le congrès du MES ouvre une dialectique interne qui n'existait pas auparavant mais qui devra être menée à son terme, c'est-à-dire à un réexamen global des erreurs commises, tant au niveau de l'appréciation politique que de la conception globale de la construction d'une force révolutionnaire liée au mouvement de masse tel qu'il est, et non pas tel que l'on voudrait qu'il soit. La question est de savoir si cette évolution est possible sans cassure et reclassement.

Bernard RAVENEL ■

Des résultats encourageants

Depuis toujours (ou presque), les militants du PSU ont pris, les soirs d'élections, l'habitude d'une certaine discrétion... Sans porter à l'enthousiasme, les résultats du premier tour des élections cantonales de dimanche dernier devraient pour une fois les inciter à moins de morosité.

Dans le cadre d'une poussée générale de la gauche, aujourd'hui majoritaire dans le pays, le PSU, dix huit mois après le départ de Michel Rocard et de ses amis au parti socialiste, maintient en effet son influence électorale (4 % environ). Résultat qui, en lui-même, est loin d'être négligeable et que la plupart des commentateurs de la grande presse ne tenaient sans doute pas pour acquis.

Pénalisé par le mode de scrutin, privé des rares notabilités à équation personnelle qui lui assuraient alors, localement, quelques points électoraux, victime de la concurrence PS-PC, boudé par la presse nationale, le PSU abordait ces cantonales dans des conditions voisines de celles des législatives de 1973. Aucune comparaison n'est ici possible avec les élections cantonales de 1970, où, face à une SFIO en pleine décomposition et en l'absence d'un programme commun de la gauche,

le PSU continuait à bénéficier des retombées électorales de Mai-68.

Et les conclusions politiques sont celles-là mêmes que nous pouvions déjà tirer en 1973 : dans un scrutin national et politisé, voter pour un candidat du PSU, c'est émettre un vote « idéologique » de soutien aux positions politiques de ce parti. Et ce vote a tendance à se répartir de manière uniforme sur l'ensemble du pays.

Après avoir fait la preuve, en 1975, que le départ de son secrétaire national n'entamait ni son existence ni la présence de ses militants sur le terrain des luttes sociales, le PSU vient d'administrer, dans des cantons très divers tant au point de vue de leur situation géographique qu'à celui de leur composition sociologique, la preuve du maintien de son influence politique et électorale. Aucune organisation ne saurait certes se satisfaire du seul maintien des positions acquises, même quand elle a subi les assauts que le PSU a connus.

Reste aux militants à consolider ces résultats par une campagne d'implantation avant de passer, dans la foulée, à la préparation concrète des états généraux pour le socialisme et l'autogestion.

Soldats et inculpés

En dépit d'une campagne animée et soutenue qui a porté ses fruits (350 personnes au meeting avec Michel Mousel), Jouve le « para » PSU n'obtient que 141 voix et 2 % des suffrages à Pau. A Besançon, Valentini obtient 5,33 % des suffrages exprimés et Jung 3,83 % à Strasbourg. A Clermont-Ferrand, Jean Lajonchère fait près de 1 300 voix et 6,62 % (plus de 40 % dans son propre village où les « guérilleros du Christ Roi » n'ont apparemment convaincu personne).

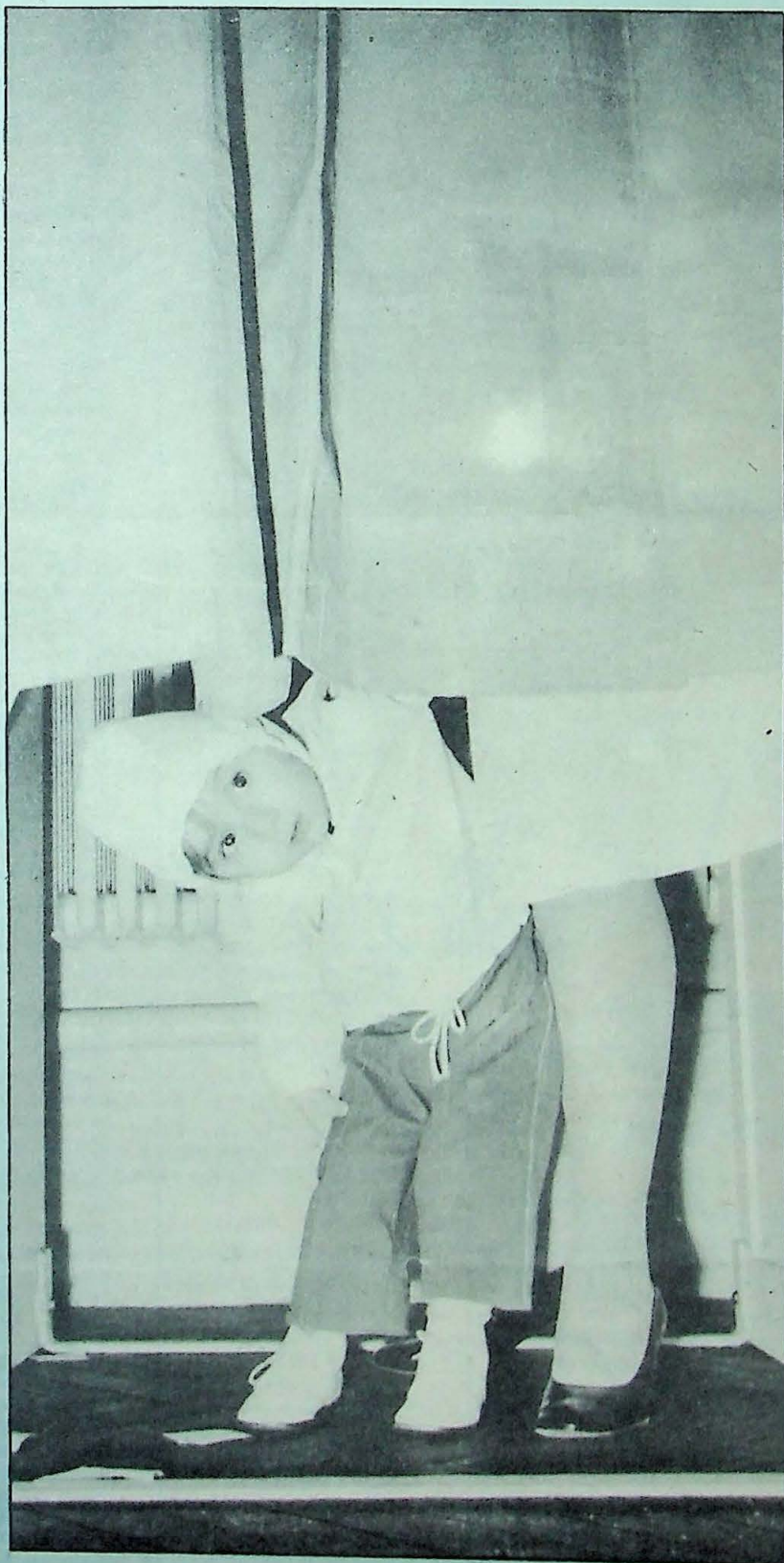
Tous comptes faits

Pour les 139 cantons dont nous possédons les résultats, le PSU obtient 47 427 voix sur 1 154 795 suffrages exprimés soit une moyenne de 4,11 % par candidat présenté.

En province, nos candidats obtiennent, à quelques centimètres près, 5 % des suffrages exprimés.

En région parisienne au sens large (Essonne, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val de Marne, Val d'Oise, Seine-et-Marne et Yvelines), 3,20 % seulement.

A titre de comparaison : aux élections présidentielles de 1969, Michel Rocard obtenait 3,66 % des suffrages exprimés en métropole ; aux législatives de mars 1973, les 215 candidats du PSU une moyenne de 4,23 % par candidat.



Province : les points forts

Deux candidats présentés par le PSU franchissent la barre des 20 % : 26,03 % dans les Alpes de Haute-Provence (canton de La-Motte-du-Caire) ; 22,9 % dans la Haute-Vienne (canton de Châteauneuf-la-Forêt).

Trois se hissent au-delà des 10 % : 12,8 % pour notre camarade Marzin à Morlaix (où Jean Prat, conseiller général sortant PSU ne se représentait pas) ; 12,22 % dans le Gers (canton de l'Isle-Jourdain) ; 10,66 % en Haute-Marne (canton de Neuilly-l'Évêque).

Plus significatifs déjà sont les résultats de cantons urbains où le PSU obtient de 6 à 10 % des voix et où il améliore bien souvent de façon significative le score obtenu lors des législatives de 1973 : Saint-Etienne (Huguette Bouchardeau, 8,82 %) ; Alençon (8,8 %) ; Gaillac dans le Tarn (8,70 %) ; Besançon-sud (Laude, 7,78 %) ; Clermont-Ferrand (6,62 %) ; Le Havre (6,35 %) ; Maubeuge (6,35 %) ; Blois (6,30 %) ; Limoges (6,08 %).

Enfin, pêle-mêle, quelques exemples d'autres villes importantes où, pour l'ensemble des cantons couverts, nos candidats ont obtenu une moyenne d'au-moins 5 % : dans les Ardennes, Charleville (5,4 %) et Revin (5,4 %) ; dans le Doubs, Audincourt (Minazzi, 5,68 %) et Besançon toujours (4,88 %, 5,33 % et 5,97 %) ; en Haute-Garonne, Toulouse (5,88 % et 4,16 %) ; dans l'Hérault, Montpellier (5,92 %) ; dans la Loire, Saint-Etienne (où nos autres candidats ont obtenu 4,6 % et 4,06 %) ; dans le Nord, Dunkerque (5,4 %) ; en Vendée, la Roche-sur-Yon (5,9 %) ; en Haute-Vienne, deux autres cantons de Limoges (5,83 % et 4,6 %)...